PARTI SOCIALISTE
Conseil national du samedi 2 mars 1992

Séance du samedi 2 Mars 1996 (matinée)

Sommaire

Le président (Michel Delebarre) 1
Daniel Vaillant 1
Pierre Moscovici 7
Lionel Jospin 16
Gérard Fuchs 23
Laurent Fabius 26
Alain Bergounioux 31
Régis Passérieux 34
Vincent Peillon 38
Louis Mermaz 41
Henri Emmanuelli 44
Jean-Luc Mélenchon 51
Jean Poperen 56

La séance est ouverte sous la présidence de Michel Delebarre.

Le président (Michel Delebarre)

Si vous voulez bien prendre place, nous allons pouvoir commencer notre Conseil national du 2 mars et Daniel Vaillant va pouvoir débuter son rapport d'activité.

Daniel Vaillant

Chers camarades, depuis notre dernier Conseil national du 16 décembre, notre Parti et la France ont été endeuillés par la mort de François Mitterrand, président de la République pendant quatorze ans et Premier Secrétaire de notre Parti pendant dix ans.

Le peuple français et les militants et sympathisants ont exprimé avec force leur émotion, en particulier le soir du 10 janvier à la Bastille.

François Mitterrand aura marqué de son empreinte la gauche française depuis 1965 et, surtout, permis à celle-ci d'être reconnue comme une force d'alternance crédible et durable. Cet héritage est précieux.

François Mitterrand ne disait-il pas, lors de son dernier passage rue de Solferino : "Le moment venu, c'est vers le Parti Socialiste que les Français se tourneront" ?

Dès l'annonce du décès de François Mitterrand, Lionel Jospin a réuni un Bureau national Extraordinaire pour rendre hommage à l'homme politique, à l'homme d'Etat, mais aussi à l'homme tout court, précisant que François Mitterrand vivait

Fondation Jean-Jaurès

la politique comme un art, ressentait la vie publique comme une passion, l'homme n'était pas réductible à ces traits.
Notre Parti a participé activement à la préparation des manifestations de commémoration de la mort de François Mitterrand, en collaboration avec Jean Glavany, chargé par l'entourage de François Mitterrand de coordonner l'ensemble des initiatives.
D'autre part, s'est mis en place un groupe de travail autour de Claude Estier et de Louis Mexandeau, avec Jean-Louis Bianco, Jean-Marcel Bichat, Catherine Tasca, Frédérique Bredin, Gérard Le Gall, Véronique Neiertz, Jack Lang, qui devra proposer d'autres initiatives commémoratives, notamment pour le Parti Socialiste.
Je me devais d'évoquer devant vous le souvenir douloureux de ce moment important pour nous tous avant de présenter le rapport d'activité de notre Parti.
Cette période a été marquée, après le mouvement social de décembre, par le recul du gouvernement, excepté sur les prélèvements sociaux, et par la confirmation de l'impopularité de Juppé.
Monsieur Juppé est impopulaire et les Français refusent sa politique. Ils se rendent compte de l'incohérence de ce gouvernement qui multiplie les plans sans ligne politique directrice, si ce n'est celle qui consiste à faire payer les ménages modestes pour redistribuer aux ménages les plus aisés.
Et dans cette affaire, mes chers camarades, n'oublions pas que si Alain Juppé est Premier Ministre, il applique la politique du président de la République.
Je déclinerai mon rapport autour de quatre thèmes et je le ferai bref :
- le redéploiement de l'activité du Parti ;
- le déroulement des travaux de la Convention Nationale ;
- l'analyse des résultats des élections partielles ;
- l'analyse critique de la politique gouvernementale.
Le redéploiement de l'activité du Parti.
Le MJS a tenu son Congrès les 14, 15 et 16 décembre à Orléans. 400 délégués étaient réunis en présence de Lionel Jospin. Régis Juanico succède comme nouveau président à Benoît Hamon et nous lui souhaitons donc bonne chance.
(Applaudissements)
Benoît Hamon, membre du Conseil national, aura donc été le premier président du MJS, devenu autonome. Qu'il soit chaleureusement remercié de l'excellent travail poli tique qu'il a effectué. Le MJS est une force qui compte dans les mouvements de la jeunesse d'aujourd'hui.
De nombreuses Commissions Nationales constituées ou reconstituées ont tenu leur première réunion depuis le 16 décembre, le plus souvent en présence du Premier Secrétaire.
Le 18 décembre, Elisabeth Guigou a réuni la Commission Nationale "Protection sociale".
Le 13 janvier, Jean-Louis Cottigny a réuni la Commission nationale "Entreprises".
Le 17 janvier, Paul Quilès a réuni la Commission nationale "Défense".

Le 5 février, Elisabeth Guigou a réuni la Commission Nationale "Emploi/Insertion/Action Sociale".
Le 7 février, le Conseil des Maires s'est réuni autour de Lionel Jospin, de Bernard Poignant et de Jean-Marie Bockel.
Le 8 février, Harlem Désir a réuni la Commission nationale "Mouvement social".
Le 10 février, Lionel Jospin, Jean-Pierre Bel et Alain Claeys ont réuni les Premiers Secrétaires et les Trésoriers fédéraux.
Le 24 février, Georges Garot réuni une "Conférence nationale agricole et rurale" et Bernard Poignant un "Conseil national de la FNESR" élargi aux nouveaux Maires des villes de plus de 3 500 habitants.
Cette journée de la FNESR fut l'occasion pour Lionel Jospin de dénoncer les transferts de charges de l'Etat vers les collectivités locales, ce transfert engagé depuis trois ans par les gouvernements de droite, en contradiction avec les discours démagogiques sur l'aménagement du territoire.
Ces quelques dates témoignent de l'intense activité du Parti, à laquelle il faut ajouter les actions de formation.
L'organisation des stages régionaux :
- le 27 janvier, au Creusot, 130 participants ;
- le 10 février, à Saint-Ouen-l'Aumône, 110 participants ;
- le 10 février, à Lorient, 120 participants ;
- le 24 février, à Torcy, en Seine-et-Marne, 80 participants, et à Captieux, en Gironde, 150 participants.
Le Secrétariat national à la formation, animé par Alain Bergougnioux, a ressuscité la tradition des "Entretiens de Solferino :
- le 25 janvier, sur le thème "Laïcité, Éducation et fracture sociale", 100 personnes ;
- le 22 février, sur le thème "La Gauche et la Nation", 150 participants ;
- le 14 mars, pour entendre Jacques Delors sur "le défi européen". Il y a déjà 200 inscriptions.
Parallèlement, près de 70 fédérations ont d'ores et déjà reçu la visite d'un responsable national et l'échange se poursuivra dans toutes les Fédérations d'ici l'été.
Le bilan présenté par Jean-Pierre Bel et Bernard Roman devant le Bureau national du contenu de ces rencontres souligne l'intérêt porté à cette démarche entreprise par la Direction nationale et qui correspond à un besoin exprimé par les militants.
La tendance à la remobilisation des camarades est forte et l'apport de plusieurs milliers de nouveaux adhérents y contribue.
Depuis le mois d'octobre, 13 Premiers Secrétaires fédéraux ont été remplacés selon les nouvelles modalités, au suffrage universel direct et secret de tous les militants de la fédération, ce nouveau mode de désignation semblant démontrer son efficacité et sa capacité à prévenir ou régler les contentieux internes.

Fondation Jean-Jaurès

Il s'agit des fédérations de l'Aisne, des Ardennes, du Cantal, de la Corse du Sud, de la Dordogne, du Doubs, de la Haute-Garonne, de la Haute-Loire, de la Marne, de la Meuse, de la Haute-Vienne, de l'Essonne, de la Guadeloupe.
Nous saluons tous les Premiers Secrétaires fédéraux qui sont membres à part entière du Conseil national compte tenu de nos statuts.
Au Secrétariat national, comme je vous l'avais indiqué dans mon précédent rapport, un certain nombre de Secrétaires nationaux ont présenté leur plan d'action pour l'année à venir, notamment Elisabeth Guigou , Secrétaire nationale aux Affaires sociales, le 14 février, et Harlem Désir, Secrétaire national au mouvement social, le 7 février.
Dans le souci de rester fidèles à notre ligne politique de rassemblement de la gauche, la Direction du Parti a décidé de participer aux forums du PC, que ce soit au niveau national ou au niveau fédéral, la liberté étant laissée aux fédérations d'y être présentes ou non.
Sous l'impulsion de Jean-Christophe Cambadélis et avec sa coordination, des Secrétaires nationaux ont participé à ces forums :
- Jean-Christophe Cambadélis lui-même à Marseille, le 19 janvier ;
- Harlem Désir à Lyon, le 22 février ;
- Jean Poperen à Bordeaux, le 24 février ;
- Alain Claeys participera à celui de Nantes, le 14 mars ;
- moi-même à celui de Toulouse, à la même date ;
- et Bernard Roman, à celui de Lille, le 15 mars.
Dans le même esprit :
- Pierre Moscovici a participé à un colloque sur la Recherche le 27 janvier ;
- Manuel Valls à une rencontre sur l'Europe à Strasbourg, le 15 février ;
- Sylvie Guillaume à un colloque sur le Féminisme, le 17 février, à la Maison de la Chimie.
Le 2 avril à Paris se tiendra le dernier forum de cette série. Le niveau de notre représentation sera défini lors d'un prochain Bureau national.
Je sais que cette participation du Parti Socialiste a fait l'objet d'interrogations chez certains camarades. Offririons-nous un espace politique au Parti Communiste en répondant à ses invitations, en s'engageant sur son terrain ?
Mes chers camarades, je crois qu'il ne faut pas craindre cette démarche du Parti Communiste. Elle s'inscrit en effet dans un contexte historique particulier. Les communistes recherchent un positionnement politique nouveau, sans pouvoir prétendre élaborer un véritable projet politique alternatif. Ainsi, je pense que ces initiatives et celles que nous prendrons, bien au contraire, doivent permettre au Parti Socialiste d'affirmer sa volonté unitaire et de renforcer sa position de parti incontournable à gauche.
Deuxième point, déroulement des travaux préparatoires à la Convention nationale des 30 et 31 mars sur la mondialisation, l'Europe, la France.
Les quelques semaines qui nous séparent du précédent Conseil national ont été mises à profit pour préparer activement la Convention Nationale sur la mondialisation, l'Europe, la France, qui se déroulera donc les 30 et 31 mars

Collection Jean Jaurès

prochain à l'Haÿ-les-Roses, précédée le 16 mars, à la Mutualité, d'un colloque ouvert à nos partenaires de gauche français et européens.
Sous la présidence de Lionel Jospin, un groupe de travail du Bureau national, animé par Pierre Moscovici, s'est mis en place dès le 1er février. Il s'est réuni à plusieurs reprises en plénière ou en sous-groupes, a procédé à de nombreuses auditions, a rassemblé diverses contributions militantes ou des Commissions Nationales, et des textes émanant des Fédérations ou des sections.
Le résultat de ses travaux a été présenté au Bureau national le 28 février. Pierre Moscovici vous présentera dans un instant un projet de texte d'orientation et vous reprécisera son mode d'élaboration et les modalités de débat et de consultation des adhérents, après le Conseil national.
Alors que le Parti débat sur cette question de la mondialisation, de l'Europe et de la France, dans le même temps le Secrétariat international et le responsable aux Questions européennes ont assuré le suivi de la Commission Europe présidée par Lionel Jospin.
Le PS français a participé aux activités du Parti Socialiste Européen. Le Premier Secrétaire était au Sommet des leaders de Madrid, le PS était présent au Congrès des socialistes à Rome, à la 3ème Euro-conférence du Labour Party, à Birmingham, des contacts ont été pris avec le SPD allemand et le PDS italien, Lionel Jospin, Pierre Moscovici et Pierre Guidoni recevront le 13 mars Oskar Lafontaine au siège du Parti.
Je vous laisse vous reporter au compte rendu du Département International pour l'ensemble de son activité sur les autres continents et concernant la délégation nationale à la francophonie.
Élections partielles.
Quelques commentaires sur les dernières élections partielles.
Depuis la mi-décembre, 17 élections cantonales partielles ont eu lieu. Même si le solde est positif pour la gauche par rapport aux résultats de 1992 et de 1994, les scores proprement socialistes peuvent apparaître moins remarquables que ceux du trimestre précédent. Il convient toutefois de relativiser ces résultats, car ils dépendent beaucoup de situations locales particulières avec de nombreuses candidatures divers gauche et, de ce point de vue, je pense que nous avons intérêt à veiller à la présence du Parti, ou alors, quand on n'a pas le candidat du Parti, à veiller à choisir le meilleur candidat pour le Parti dès le premier tour, à éviter la dispersion et le risque de voir des cantons nous échapper alors que nous aurions la potentialité à gauche pour les gagner.
Les élections législatives partielles des 18 et 25 février, dont la nature est plus à même d'évaluer réellement nos progrès, confirment notre redressement. C'est le cas dans la 2ème circonscription des Yvelines, où Jacques Lollioz a réussi à mettre en ballottage Franck Borotra, le Ministre de l'Industrie, habitué à des victoires confortables.
Plus probante encore bien sûr est la victoire de Michel Pajon, maire de Noisy-le-Grand, élu dans la 13ème circonscription de Seine-Saint-Denis... (Applaudissements)… avec un score remarquable de 58% des suffrages.

Ces résultats confirment que les Français, déçus par la politique gouvernementale se tournent à nouveau vers le Parti Socialiste en capacité de rassembler la gauche.
Enfin, la critique de la politique gouvernementale et l'élaboration des méthodes de travail :
C'est décidément un attelage bien bancal que le couple Chirac-Juppé, alors que les leaders de droite étalent dorénavant leur division et leur ambition.
Balladur, manifestement ne désespère pas, en tout cas on le dit, de revenir à Matignon, alors qu'à l'UDF la course à la succession de Giscard est ouverte. Madelin, Léotard, Rossinot forment le tiercé des prétendants. Ce qui est clair, c'est que ce ne sera pas les idées qui vont les départager ! Monsieur Juppé est donc au plus bas dans l'opinion comme dans sa majorité qui tire à hue et à dia.
Le gouvernement Juppé, malgré les démarches un peu autoritaires du Premier Ministre, est un orchestre sans chef où règne la cacophonie. Ainsi, en Corse, le duo Debré-Toubon a fourni une représentation bien curieuse. Comment, en effet, accepter qu'un ministre de l'Intérieur puis un Garde des Sceaux puissent laisser bafouer l'ordre républicain de cette manière, mettant en porte-à-faux les représentants de l'Etat chargés de faire respecter la loi ?
Le même Toubon en rajoute dans l'irresponsabilité et la caricature politicienne en mettant directement en cause, alors qu'il est Ministre de la Justice, sans aucune preuve et à tort, et nous avons fait avec Alain Claeys, Lionel Jospin et Claude Estier tous les démentis qui convenaient, le Parti Socialiste, dans l'affaire de l'ARC. Lionel Jospin a juste demandé de manière solennelle au président de la République de s'expliquer sur les déclarations de son Ministre. Nous attendons toujours la réponse de Jacques Chirac.
Mais, mes chers camarades, ce qui me frappe, c'est que depuis 8 mois, personne ne revendique l'étendard de la majorité présidentielle.
Est-ce que les coups de mentons répétés du président de la République dérouteraient les meilleures volontés dans les rangs de la majorité ? Est-ce que la prudence dans l'attente angoissée de la prochaine prise de position du président devient la stratégie politique de députés de droite ?
Tout cela doit jouer et personne n'ose s'avancer tant le risque est grand de tomber dans le fossé, que dis-je, l'abîme qui existe entre le discours du candidat Chirac voilà quelques mois bientôt un an, la tradition gaulliste et l'action du président et du gouvernement aujourd'hui.
Que dire du Pacte de relance sur la ville ? Un catalogue de mesures et un saupoudrage de crédits sans effet car sans commune mesure avec le problème posé.
Le Bureau national a longuement débattu sur le programme national d'intégration urbaine à partir du rapport d'Adeline Hazan qui dénonçait clairement la méthode Juppé faite sur une politique du secret et d'absence de concertation, et d'effets d'annonce.
Ce Pacte n'a rien à voir avec l'annonce du plan Marshall pour les banlieues. Les seules mesures intéressantes sont la pérennisation a minima des dispositifs que la gauche avait mis en place.

L'ensemble des fédérations a été saisi des textes d'analyse critique du projet adopté par le Bureau national, nos militants ont ainsi été en mesure de relayer localement les prises de position des instances nationales.
Le plan de relance de la consommation quant à lui est édifiant. La mesure la plus significative a été, dans une conjoncture économique rendue morose par les prélèvements massifs du gouvernement, de baisser d'un point le taux de rémunération du Livret A.
Monsieur Juppé, le Livret A constituait pour les épargnants les plus modestes, alors que flambaient les revenus spéculatifs, un refuge pour une épargne de précaution. Ce n'est pas en pénalisant cette épargne pour satisfaire aux exigences des banques que l'on pourra relancer la consommation. Les salariés ont besoin avant tout d'une relance salariale, même si elle doit être maîtrisée.
Jacques Chirac, avant tout débat, a proposé une réforme profonde du service national et la réorganisation de nos armées.
Ce projet majeur, puisqu'il touche au cœur de ce qui fonde la République, pose la question de la défense européenne et aura des répercussions sur l'industrie de l'armement sous forme de privatisation et de licenciements. Il est l'exemple, après l'épisode de la reprise des essais nucléaires, d'une décision politique mal préparée qui aura de graves conséquences pour notre pays.
Tout cela doit nous inciter à travailler, à réagir à la politique gouvernementale car nous sommes dans l'opposition, à réfléchir comme nous avons commencé à le faire pour la mondialisation dès le début de cette année 1996, au travers de l'ensemble de ces travaux le Parti doit préciser la nature de son expression.
C'est par la réflexion et le débat, le travail collectif des militants, des experts, des Commissions nationales, en consacrant le temps nécessaire que le Parti doit élaborer ses propositions car, comme l'a dit Lionel Jospin, il ne s'agit pas pour nous de reconquérir des certitudes, mais de forger des propositions.
Mes chers camarades, je vous invite, je nous invite, à nous mettre au travail. Nous y sommes déjà, et pour cette journée d'aujourd'hui, je vous souhaite de bons travaux !
(Applaudissements)

La président - Merci Daniel Vaillant.
Je passe tout de suite la parole à Moscovici sur les travaux du groupe de travail.

Pierre Moscovici

Mes chers camarades, je suis heureux de vous présenter ce matin notre texte ou plutôt notre projet de texte sur la mondialisation de l'Europe et la France qui vous a été distribué à l'entrée de ce Conseil national.
Il s'agit d'un gros texte puisqu'il fait 59 pages dans cette version qui n'est peut-être pas la dernière. Mais c'est un texte qui traduit un gros travail collectif, et je veux, avant de passer au contenu du texte, rappeler les différents apports de ce travail.

Les premières contributions que je vous citais, les contributions des sections et des militants qui nous sont parvenues individuellement très nombreuses ont été lues et exploitées et, je crois, donnent le ton de ce texte.
Pour avoir moi-même fait un certain nombre de réunions autour de la France, dans les fédérations, j'ai eu le sentiment que le Parti Socialiste demeurait un parti européen, mais en même temps qu'il s'interrogeait fortement sur l'Europe telle qu'elle est. Et notamment sur les aspects sociaux, sur les aspects politiques, sur les aspects économiques, les militants à travers ces contributions exprimaient la volonté de faire un projet plus fort, un projet qui soit à la fois français et européen.
A côté des contributions des fédérations, il y a eu toute une série de contributions et de travaux des secteurs du Parti, et je veux en citer deux :
D'abord la Commission Économique qui s'est réunie sous la présidence de Planchou, un nombre incalculable de fois pour produire un gros document qui marque une évolution par rapport à nos contributions passées, et dont le contenu se retrouve assez largement dans notre texte ;
Et puis le secteur Europe du Parti animé par Henri Nallet qui nous a fourni toute une série de contributions sur le service publique. C'est une dimension importante sur les institutions, sur l'élargissement.
Troisième ordre de contribution : des contributions politiques dont les auteurs s'exprimeront à cette tribune, mais que je veux citer parce qu'ils ont contribué à notre débat.
La gauche socialiste a déposé très tôt un petit texte, un petit livre jaune sur le thème "Maastricht, c'est fini" qui développait des analyses fortes, notamment sur la nature du capitalisme contemporain, analyse dont on retrouve assez largement la trace dans le projet de texte qui vous est distribué.
François Rebsamen, avec un certain nombre d'amis, a tenu à marquer également très tôt une préoccupation ou un ton disant que nous ne voulions pas n'importe quelle Europe, qu'il fallait au contraire marquer un certain nombre de pas dès lors qu'on entrait dans la construction européenne.
La motion 2 a affirmé d'emblée dans le groupe de travail son idée, sa conception selon laquelle le socialisme était un mondialisme. Je ne sais pas si on retrouvera ce mot dans le texte, en tout cas à ce stade il n'y figure pas, mais ce qui est clair, c'est que l'affirmation de la régulation mondiale est pour nous une préoccupation forte.
Enfin, au titre des contributions politiques, Jean Poperen, cela ne surprendra personne, a voulu marquer l'importance du contrat social européen et l'intégralité de sa contribution a été intégrée dans le projet de texte qui figure là.
Je veux aussi citer des contributions individuelles sans être exhaustif : celle d'Alain Bergounioux sur le PS européen dont je dirai qu'en soi il doit être un outil fort dans nos travaux ; celle de Ségolène Royal sur l'environnement et le droit social ; celle d'Elisabeth Guigou sur les institutions et sur le contrat social européen ; celle de Gérard Delfau sur le service public ; celle de Jack Lang sur la culture et l'éducation dont nous avons marqué le rôle.

Fondation Jean Jaurès

Je cite aussi des amendements nombreux qui ont été intégrés tout au long du processus, notamment ceux de Jean Glavany qui a tenu à marquer une certaine orientation et tonalité politique, ou ceux de Bertrand Delanoë sur les problèmes stratégiques qui ont été également intégrés pour la plupart.
Enfin, on trouve dans le texte des options naturelles des rédacteurs et à mes côtés Gilles Finchelstein et Marie-Claude Touraine ont contribué à faire ce texte.
En somme, et je terminerai ce premier point rapide, il fallait rendre ces hommages et rendre à César ce qui est à César. Ce gros travail résulte finalement d'un travail collectif considérable.
Il y a eu des auditions multiples d'intellectuels, de syndicalistes, de chefs d'entreprise, de responsables politiques qui se poursuivent d'ailleurs encore. Il y a eu de nombreuses réunions à la fois de sous-groupes de rédaction que j'animais, sous-groupes chargés de faire la synthèse des fédérations qu'animait Jean-Pierre Bel qui conduisait des auditions que j'animais également et 4 réunions de groupe présidées à chaque fois par Lionel Jospin qui ont permis d'avancer sur le texte, et pour situer la quantité du travail fourni, je veux dire qu'on a examiné dans ces réunions à la fois trois plans de texte, trois trames de texte et trois versions du texte.
Je conclus sur ce premier point. Je crois que le texte qui est là s'est élaboré au terme d'un débat approfondi qui s'est déroulé dans une excellente ambiance. Il n'est pas le produit d'un auteur ou d'auteurs, je crois que c'est le produit d'une pensée collective, et j'espère d'une intelligence collective avec ses forces et avec ses faiblesses. Il traduit, je l'espère, avec honnêteté ce que nous pensons.
J'en viens à la présentation du texte lui-même, et au cours de cette présentation, j'essaierai de retracer les débats, les débats déjà tranchés, les débats sans doute qui seront à trancher aujourd'hui.
Le point de départ de ce texte, cela ne surprendra personne après le rapport d'introduction qu'a fait Daniel et après tout ce que nous avons connu au cours des derniers mois, c'est le mouvement social de décembre 1995, c'est la France telle qu'elle est, et il nous fallait, avant d'aborder ces problèmes de mondialisation, avant d'aborder les questions européennes qui sont le sujet qui inquiète, rappeler que les Français se trouvaient devant une situation difficile face à la politique gouvernementale, et aussi face à un environnement mondial complexe, qu'ils souffraient, qu'ils étaient inquiets, mais en même temps qu'ils ne voulaient pas subir, qu'ils luttaient, et je crois que cette lutte, ce combat, cette volonté d'agir, c'est sans doute le premier enseignement du mouvement social.
A partir de là, notre perspective était de traiter de vraies et de fausses questions sur la mondialisation et sur l'Europe, et si je devais résumer au fond ce qu'est notre position initiale à l'entrée du débat, c'est de dire que par rapport à la mondialisation comme par rapport à l'Europe, nous voulons ni diabolisation ni idéalisation.
Il est faux de dire que tous nos maux, toutes nos difficultés viendraient d'un monde compliqué que nous ne maîtrisons pas. Il est faux de dire que tous nos maux, toutes nos difficultés viendraient de l'Europe de Maastricht que nous

avons votée et en même temps dont les acquis sont importants. Mais il est tout aussi faux de prétendre que c'est dan une aspiration à un mondialisme qui serait vague ou encore dans la fuite en avant dans un européisme qui le serait tout autant que nous trouverons les solutions à nos difficultés. A partir de là, je crois, et c'est ce qu'affirme l'introduction du texte, qu'il nous faut tenter de définir un projet qui soit à la fois un projet français parce que partout dan s le monde les identités nationales continuent de monter parce que nous sommes attachés aux valeurs de notre République, mais aussi un projet européen en même temps parce que l'Europe fait partie de notre idée internationaliste et parce que sans l'Europe, nous le savons, dans le monde nous ne ferons pas le poids. Alors, à partir de là, ce texte comporte deux parties : la première traite de la mondialisation et la seconde de l'Europe, et je vais donc vous les présenter logiquement dans cet ordre.

Tout d'abord sur la mondialisation, je vais peut-être surprendre à l'entrée de ce Conseil national, mais je crois que cette partie est peut-être la plus importante de notre texte. C'est peut-être la plus importante parce que finalement cela fait longtemps que nous parlons de notre environnement sans l'avoir analysé et sans l'avoir défini.

Nous avions accepté le marché, nous sommes restés dans un rapport idéologique assez vague par rapport à lui. Nous parlons du libéralisme, nous désignons des adversaires, nous nommons des amis et en même temps je crois que nous n'avons pas fait depuis longtemps, comme dans ce texte, une analyse du capitalisme tel qu'il est, et pour un Parti Socialiste, je crois qu'il est important de repartir des réalités, de les reconnaître, de les analyser, et c'est pour cela que le premier mouvement c'est de connaître la mondialisation pour l'affronter.

Cette mondialisation, qu'est-ce que c'est ?

Il s'agit à la fois d'un mouvement qui n'est pas nouveau d'internationalisation des échanges mais aussi de données qui, elles, sont davantage contemporaines., la globalisation financière et le poids des marchés financiers, l'uniformisation culturelle qui nous menacent, et tout cela dessine un certain nombre d'éléments structurants.

Cette mobilisation, globalisation économique tout d'abord, on sait qu'elle favorise la rente, on sait qu'elle crée des délocalisations dans les pays à bas salaires. On sait qu'elle pénalise le salariat, et qu'à partir de ce moment là elle ébranle la cohésion sociale. On sait qu'elle menace l'environnement, on sait qu'elle affaiblit l'état des Nations et à partir de là appelle à la définition de nouvelles régulations dont finalement l'analyse exigera de nous des efforts conceptuels importants.

Sur le plan culturel, il existe, c'est certain, un risque d'uniformisation sur un modèle culturel américain, mais en même temps nous devons rappeler notre capacité à le combattre.

S'il existe aujourd'hui un cinéma français, s'il demeure une créativité française et européenne importante, c'est parce que des politiques publiques ont été mises en œuvre et que les socialistes notamment ont tenu à les défendre.

Sur le plan stratégique, là aussi il y a des éléments structurants. Nous devons analyser la mondialisation en concordance des temps avec l'effondrement du mur de Berlin. C'est vrai que nous ne sommes plus dans la logique de Yalta et de Postdam et à partir de là les risques ont changé.
On a des risques qui menacent la légitimité des pouvoirs, on a l'émergence d'une internationale du crime notamment, des phénomènes internationaux liés à l'extension de la drogue, on a des problèmes qui sont de plus en plus des problèmes de stabilité régionale, on a toujours des risques de domination ou des menaces qui viennent à la fois des Etats-Unis et de la Russie, et en même temps ces risques sont plus diffus et c'est l'instabilité qui menace.
Cette stratégie, je le mentionne au passage, a été le premier débat qui a été traité au cours du groupe de travail et dans le bureau national de mercredi. Je pense, j'espère qu'il est tranché par le fait que nous avons intégré à ce stade pratiquement tous les amendements qui portaient sur cette partie et rééquilibré ce que certains pensaient être, je ne dirai pas une dérive atlantiste, parce que le mot n'a pas été prononcé, mais une indulgence trop grande aux Etats-Unis.
J'espère qu'ils ont eu satisfaction, mais je crois en tout cas que nous voulons marquer dans ce texte notre attention aux problèmes de la sécurité, et notre analyse nouvelle d'une stratégie.
Notre réponse sur la mondialisation, quelle est-elle ? Elle tient dans cette formule et dans un grand nombre de propositions : refaire une régulation mondiale. Cette régulation mondiale, elle doit concerner d'abord le domaine monétaire, le domaine économique, c'est la formule qui a été utilisée, d'un nouveau "Bretton Woods", rappelant l'après-guerre pour justement revenir à la paix, les Nations avaient développé un système de parité fixe avec une organisation internationale, et depuis lors les organisations et le système se sont défilés.
Nous voulons un système moderne international qui marque un combat vers le retour aux parités fixes, ce qui aura, on s'en doute, mais j'y reviendrai plus tard, des conséquences sur notre choix en termes européens par rapport à la monnaie unique puisque la monnaie unique peut être un point d'ancrage.
Nous voulons une organisation mondiale du commerce, mais qui soit respectée et plus efficace. Nous voulons un véritable droit social international, qui combatte le dumping social.
Nous voulons un véritable droit environnemental qui fixe des principes comme le principe "le pollueur est le payeur".
Nous proposons comme Lionel Jospin l'a fait dans sa campagne, la taxation des mouvements spéculatifs de capitaux.
Nous voulons enfin, c'est une proposition que nous faisons, réorienter les politiques de coopération vers le développement humain, vers le développement économique durable.
Des propositions, nous n'en avons pas seulement dans le domaine économique et monétaire, mais aussi pour tout ce qui concerne notre capacité à faire face aux risques.

Collection Jean Jaurès

Nous proposons, et c'est Jacques Delors qui en a eu l'initiative dans la commission, un conseil de sécurité économique qui prenne en compte la sécurité ou plutôt l'économique comme un facteur de sécurité essentiel qui dépasse le G7 qui est par contre, lui, un club de pays industrialisés, pour rassembler annuellement, bi-annuellement, pour être institutionnalisé plus tard, les pays du G7, mais aussi l'Inde, la Russie et des pays du Sud.
Nous proposons la réforme du Conseil de sécurité dans le même sens. Nous proposons enfin de renforcer des moyens de prévention et d'intervention face aux crises. Tout cela, cette régulation mondiale, elle ne serait pas efficace, pas efficiente, si on n'affirmait pas dans le même mouvement notre capacité à promouvoir, à consolider des pôles de stabilité régionaux, c'est un déterminant qui nous conduit à penser à l'Europe.
Alors, l'Europe, j'y viens maintenant. L'Europe que nous voulons, je crois que notre analyse de départ part de la nécessité de redonner du sens à l'Europe.
Et notre position à l'entrée de ce Conseil national dans le texte est de dire : "oui à l'Europe, oui à l'Europe du fait de ses acquis historiques, oui à l'Europe en tant qu'elle est un modèle de civilisation et un modèle de société qui combine à la fois un haut niveau de protection sociale, une force économique et la démocratie.
Mais nous disons "non au libéralisme" et la formule figure dans le texte. On parlera peut-être à cette tribune de Maastricht, l'idée qui est là c'est que Maastricht a été un moment dans lequel nous avons été, et en même temps il faut le dépasser pour aller plus loin, si tant est que les éléments libéraux en pervertiraient le sens.
C'est pour cela qu'il faut redonner à l'Europe, puisque l'Europe a eu un sens pendant cinquante ans, c'était la paix, et aussi l'extension de mécanismes marchands supposés donner un poids économique plus grand, et ce sens est aujourd'hui perdu, et nous voulons, à partir de là, affirmer les conditions de réussite, rééquilibrer cette construction européenne, affirmant la priorité à l'emploi, la priorité au social, et la nécessité de construire une Europe réellement gouvernée, régulée, politiquement et non plus administrée comme elle l'est aujourd'hui.
Alors, ici, et je le mentionne, viendra un deuxième débat, je l'ai vu déjà à travers les amendements qui ont été déposés ce matin, qui seront examinés dans la journée. Certains nous disent : "oui à l'Europe, mais oui si..." "Oui, si l'Europe est comme nous voulons", à l'opposé, "non à l'Europe si elle devait marquer un certain nombre de dérives".
D'autres formules seront utilisées, on demandera des garanties, on formulera des exigences, à ce stade, c'est vrai, le texte n'est pas tout à fait sur cette tonalité là puisqu'il dit plutôt l'Europe que nous voulons, qu'il dit le rééquilibrage que nous voulons, qu'il formule des conditions mais des conditions positives, des conditions de réussite.
Comme le débat commence, je ne le tranche pas, par définition, mais je veux dire pourquoi nous avons fait cette option à ce stade.

D’une part, parce qu’il y va de la force de notre engagement européen, “oui si”, “non si”, “oui pour...” ce n’est pas la même chose.
Et deuxièmement, puisque le débat viendra sur la crédibilité de ce que nous disons, faisons attention, c’est mon point de vue, à la période dans laquelle nous sommes. Nous allons vers 1998, nous ne sommes pas au pouvoir, une conférence internationale intergouvernementale se déroule, elle rendra des conclusions et en 1998 ce pouvoir nous pouvons y arriver, nous voulons y arriver, que ferons-nous si c’est une Europe qui n’est pas exactement la nôtre ? Dirons-nous : non ? devons-nous opter aujourd’hui ?
Faisons attention à avoir une position robuste qui traverse l’échéance de 1998, qui ne la compromette pas. C’est une des raisons pour lesquelles le texte a cette formulation. Encore une fois, ce sera un débat fort, le débat du jour.
Alors, nos propositions à partir de là :
La première de nos propositions concerne une politique économique et sociale de gauche, pour la croissance et l’emploi, en Europe et en France. Et elle commence cette proposition par le troisième débat, qui est avancé, à mon sens, sur la monnaie unique.
Nous réaffirmons dans ce projet de texte notre engagement pour la monnaie unique et pour la monnaie unique en 1999.
Alors, dans des versions précédentes, nous disions : la monnaie unique est une priorité politique, cette version a été corrigée. La monnaie unique n’est pas en soi un projet politique, mais un outil, elle doit être un outil pour une véritable politique économique, pour un projet qui soit un véritable projet économique et politique.
On a eu également, notamment au Bureau national le débat sur le fait de savoir si on devait s’engager dans une discussion autour des critères et de la date.
Il y avait une formule qui disait que ce débat n’avait pas à être ouvert. Dans le texte de ce matin, on avance un peu, en disant ce qui, je crois, doit être notre proposition : que la monnaie unique est un sujet politique, et dès lors que la décision qui doit être prise par nous, ou que nous devons juger, sera une décision politique.
Alors ce sera une décision politique qui sera fondée sur l’appréciation des critères, mais avançons dans la décision politique.
A partir de cette monnaie unique, nous voulons la compléter par une politique de grands travaux, la compléter par également un gouvernement européen, parce que c’est vrai qu’on ne peut pas laisser la commission, organe peu démocratique, puisque nommée, administrer l’Europe. Il faut qu’il y ait une politique là-dedans, cela impliquera effectivement qu’un gouvernement anime les efforts de l’Europe, et soit capable de dessiner une politique.
Et nous voulons que cette monnaie unique soit faite dans le cadre le plus large possible, on sait qu’en 1999 l’Europe ne pourra pas aller vers une monnaie unique, qui concerne tous les pays de l’Union, que quelques uns commenceront, oui mais nous voulons la généralisation c’est-à-dire qu’autour de ces pays là se constitue un véritable système monétaire européen qui permette d’aller assez vite vers une Union monétaire , non à 7, non à 8 mais assez rapidement à 15.

Fondation Jean Jaurès

Dans ce cadre d'une politique européenne de gauche, nous esquissons les pistes d'une politique pour la France, la création d'emplois, à travers la réduction du temps de travail de grands projets à travers l'éducation, une politique monétaire qui soit enfin favorable à la croissance, l'investissement plus que l'endettement, la relance salariale, le rôle du service publique , la réforme fiscale.
Nous n'avons pas un outil, c'est l'évidence, nos travaux sur la France mais c'est je crois l'objet de notre troisième convention sur la distribution et l'optique, je crois de cette première convention, était d'abord de préciser notre vision du monde, de l'Europe et de la France, dans cette Europe et dans ce monde.
A côté de ces aspects économiques, je m'achemine vers la conclusion, il y a trois dimensions que nous affirmons, la dimension d'un contrat social européen, contrat social européen, car l'Europe sociale ne peut pas, ne peut plus être la partie la plus modeste, le résidu de la construction européenne, et pour ce faire il faut avancer à la fois dans la volonté et sur les outils.
La volonté, elle doit se marquer par la place du service public dans une constitution européenne, le combat pour le service public a été déterminant dans le mouvement social, c'est un combat français, mais cela peut être, ce doit être un combat européen d'ailleurs la position française a réussi à faire avancer, y compris la commission sur ce point.
Demandons l'inscription, la reconnaissance de la place du service public dans la constitution européenne.
Mais c'est aussi des avancées de méthodes, tant que le blocage notamment britannique aujourd'hui demeurera, on n'avancera pas.
Demandons que le protocole social qui est annexé au traité de Maastricht soit intégré dans le traité, qu'il n'ait aucune extension , tournons le dos à l'opting out, britannique, demandons enfin là-dessus que le vote à la majorité qualifiée soit étendue, à tout ce qui concerne la législation sociale, tout ce qui concerne la politique industrielle, tout ce qui concerne la fiscalité, d'outils concernant la politique de recherche et d'environnement.
Alors, cette Europe sociale on sait que c'est un combat, cela a été un combat social, nous proposons et c'est le sens de l'amendement qui a été repris, de la contribution de Jean Poperen, une campagne d'opinion sur ce thème là qui aboutit à un convention européenne qui réunisse les socialistes, et les syndicats convention européenne pour un contrat social.
Deuxième orientation fondamentale, une puissance pour le 21ème siècle, notre réponse en terme de politique étrangère et de sécurité cela ne peut pas être celle de Jacques Chirac, cela ne peut pas davantage être l'Otan, ce doit être une politique étrangère propre. C'est pour cela que nous proposons une défense européenne, un livre blanc sur la défense européenne.
La majorité qualifiée en matière de sécurité, une force d'intervention, offrent une harmonisation des politiques d'armement, et cette puissance ne peut pas être que militaire ou étrangère mais aussi culturelle.
On a vu tout à l'heure le risque d'uniformatisation ; face à ce risque, à ce défi culturel, nous proposons de mettre l'accent sur l'intelligence, sur l'éducation, sur la culture, notamment à travers une agence européenne pour la création de

programmes télévisés et de nouvelles technologies, pour que l'Europe soit un pôle intellectuel et culturel dans le monde.
Dernière orientation : une Europe politique. Cela a été notre quatrième débat, débat non tranché. Les versions étrangères du texte évoquaient une notion qui a pu être familière à certains d'entre vous, qui peut aussi sembler totalement étrangère à beaucoup, celles de la fédération d'Etats-Nations. On comprend ce que veut dire ce concept. On voit qu'il signifie la volonté d'avoir une disparition fédérale et en même temps, que les Etats-Nations continuent de jouer un rôle.
IL y a eu un débat sur ce point là, quelques éclaircissements demandés ici, quelles accents demandés là. A ce stade, cette notion ne figure pas dans le texte. Il y aura peut-être un débat là-dessus aujourd'hui.
Une deuxième proposition a été faite qui n'y figure pas, qui concerne la durée éventuelle du mandat d'un président, un président de qui ? Du Conseil européen, de la Commission européenne, des deux à la fois ! Peut-être pourra-ton avance aujourd'hui sur ce point.
A ce stade, ce qui figure, c'est un schéma robuste proposant une constitution européenne, proposant l'extension du vote à la majorité qualifiée comme progrès démocratique, proposant que le Conseil soit le principal acteur, pôle d'impulsion de la construction européenne, exigeant le contrôle démocratique des Parlements, et des parlements nationaux -je crois que ce point là pourra être renforcé- mettant l'accent sur l'affaiblissement nécessaire du rôle de la Commission, soulignant enfin que l'élargissement pour nous doit être un enrichissement et non pas un affaiblissement, et mettant à ce stade des conditions notamment institutionnelles.
Pour tout cela, il nous faut un Parti Socialiste européen qui ne soit pas une juxtaposition du Parti mais un vrai Parti, capable de créer un rapport de force.
Mes chers camarades, je conclus. Nous sommes devant le Conseil national, c'est-à-dire l'instance politique la plus importante de notre Parti. Le texte que je vous ai présenté -j'en suis conscient- comporte des faiblesses. On aurait pu demander qu'il soit plus fort sur la France, souhaité qu'il soit plus avancé sur les institutions européennes. Il est vrai que tout texte a ces caractéristiques, mais je veux dire que ce texte n'est pas l'œuvre de tel ou tel, que ce texte trace, me semble-t-il, un équilibre et un processus, un véritable débat.
Puisque la conclusion du texte est la refondation, je vais vous donner mon sentiment. On attend des socialistes des idées, du sens, des propositions pour le pays et pour l'Europe. On n'attend pas d de nous de faire apparaître des débats qui n'auraient pas été posés et qui surgiraient tout à coup.
Il nous faut réussir c e mois de mars. Les échéances sont importantes. Ce grand colloque de toute la Gauche, le 16 mars, est déterminant. Notre Convention des 30 et 31 mars est fondamentale.
A partir de là, je crois que le meilleur signale que nous pouvons donner par rapport à ces attentes, est de montrer que ce texte sur la mondialisation de l'Europe et la France peut être la première pierre importante de notre projet pour 1998 et la fin du siècle.

Collection Jean Jaurès

Comme on le disait pendant le mouvement social, pourquoi ne le ferions-nous pas tous ensemble dès aujourd'hui ?
(Applaudissements)

Le président - Merci. La parole est au Premier Secrétaire, Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Mes chers camarades, nous avons tenu notre dernier Conseil national le 16 décembre, c'est-à-dire à la fin du mouvement social puissant qui a secoué et en même temps marqué notre pays.
L'année 1996 -Daniel Vaillant l'a rappelé- a commencé plus tard que les autres années, les Françaises et les Français s'étant comme immobilisés pendant quelques jours pour dire adieu, comme nous l'avons fait à notre façon, la seule façon que je reconnaisse pleinement au-delà de l'intimité des obsèques à Jarnac, c'est ce que nous avons fait et organisé ensemble avec Jean Glavany et la Direction du Parti à la Bastille.
Nous avons donc commencé cette année de façon tout à fait particulière et nous poursuivons maintenant notre action, nous conduisons ce mouvement collectif qui s'appelle le Socialisme sans celui qui l'a marqué au cours des trente dernières années.
Depuis ce Conseil national de décembre, nous avons continué à travailler, et Daniel Vaillant a retracé cette activité dans son rapport d'activité ; je ne vais pas répéter ce qu'il a dit.
Le Conseil National d'aujourd'hui a une double mission. Il a d'abord à faire le point sur la situation politique, à examiner le travail de la Direction du Parti, à fixer, si c'est nécessaire pour celle-ci, des orientations. C'est sa tâche normale et habituelle. Ne l'oublions pas.
Il doit enfin marquer une nouvelle étape du débat que nous avons engagé sur la mondialisation de l'Europe, la France, et il doit décider à l'issu de cette rencontre aujourd'hui, du ou des textes que nous adresserons à nos militants selon nos formes démocratiques.
Concernant le premier point, c'est-à-dire la situation politique et notre action politique, ne voulant pas répéter ce qu'a dit Daniel Vaillant et allonger cette introduction, ou ces introductions, par un troisième rapport trop long, je limiterai mon intervention à trois points qu'il m'a paru nécessaire de traiter dans cette situation politique.
Le premier concerne la Droite. C'est la critique de l'action du gouvernement, la critique que nous portons et qui s'est faite effectivement au cours des dernières semaines plus forte. Ce gouvernement, ce pouvoir n'ont tiré aucune leçon du mouvement social de novembre-décembre, si ce n'est une certaine prudence de comportement dans l'approche des sujets délicats. D'ailleurs, le sommet ou le soi-disant somme social destiné à le clore, au lieu de traiter des problèmes centraux soulevés par ce mouvement, une fois que le gouvernement avait escamoté les questions trop difficiles, a ouvert des perspectives vagues, c'est-à-dire n'a pas joué son rôle d'un somme politique et social chargé de tirer les

leçons, de faire des concessions sur la nature même, sur le cœur même des problèmes qui étaient soulevés dans ce mouvement.
Depuis, le gouvernement -nous l'avons laissé entendre et je l'avais dit de la façon la plus nette dans une interview au Journal du Dimanche quand je faisais preuve de mon scepticisme sur le seul point du Plan Juppé qui aurait pu avoir notre appui sinon au en détail du moins dans sa philosophie car nous avions engagé -et la Droite la contrecarrer- la question des maîtrises des dépenses de santé. Le gouvernement recule sans cesse sur cette question face aux lobbies médicaux et pharmaceutiques.
Il ne va bientôt rester de ce Plan -on le voit avec les anticipations sur les déficits des budgets sociaux - que les prélèvements et la tentative de centralisation des participations de la Sécurité sociale.
Sur la politique de la Ville, sur la violence à l'école, sur les rythmes scolaires, le gouvernement mène une politique systématique d'effet d'annonce sans moyens réels, avec par ailleurs un transfert systématique de charges sur les collectivités locales, que nous avons dénoncé.
Le gouvernement Juppé persiste dans une politique économique à contre-courant de besoins du pays, c'est-à-dire une politique qui privilégie l'offre par rapport à la demande, une politique injuste comme l'a attesté la diminution de la rémunération du Livret A. Là aussi, avec une multiplication d'effets d'annonce, une série de plans qui s'emboîtent les uns dans les autres, et qui au lieu de créer la confiance, sèment le trouble.
Si la cote du président de la République s'est quelque peu redressée au cours des dernières semaines, celle du Premier ministre reste extrêmement basse, marquant le jugement porté sur la politique réelle du Pouvoir en place.
L'image du Parti Socialiste est positive et progresse. Les sélections notamment législatives sont bonnes. Un nouveau siège, comme l'a dit Daniel Vaillant, le septième, a été conquis par la Gauche sur la Droite, le sixième pour le Parti Socialiste, avec Michel Pajon dans la quatrième circonscription de Seine-Saint-Denis.
Le deuxième point sur lequel je voudrais dire quelques mots, bien que ce débat ne fait seulement que s'engager, est ce qui concerne les annonces faites tout récemment par le président de la République sur la Défense, débat dans lequel nous allons prendre notre place.
Le premier point que je veux marquer, c'est la préoccupation dans laquelle nous tient la doctrine de défense exposée par le président de la République, si toutefois on peut parler de doctrine de Défense vu la brièveté de ses analyses sur ce point.
Il a donné la définition ou la conception d'une armée non plus pensée par rapport à la responsabilité essentielle de la Défense nationale et de la protection de notre territoire, mais d'une armée définie comme une armée essentiellement projetée à l'extérieur sur les théâtres extérieurs, à propos d'intérêts vitaux dont il n'a d'ailleurs pas précisé la nature.
Que nous ayons sous l'autorité de M. Mitterrand également amorcé la constitution de forces ca capables d'être projetées sur des théâtres extérieurs,

Fondation Jean Jaurès

dans une situation internationale où pour le moment, la menace directe n'est pas sur notre territoire, soit dans la Guerre du Golfe, objet de débats, soit dans la Yougoslavie, sur des objectifs humanitaires, est une chose. Que la conception de l'armée paraisse uniquement définie par rapport à ces objectifs, voilà qui nous préoccupe, surtout lorsque le propos sur la Défense européenne est extraordinairement léger et qu'un silence total est fait sur l'OTAN. Quelques jours après que le président de la République ait dit aux Etats-Unis, aux personnalités américaines, voire à l'opinion américaine, son intention de nous réengager, sans que le débat ait eu lieu en France, plus pleinement dans les organismes intégrés de l'OTAN, abordant ses questions devant l'opinion française -je ne juge pas bon d'en dire un mot. Là, réside le vrai non-dit de cette conception doctrinale à savoir le risque de réengager dans l'OTAN la définition de nos intérêts vitaux, et que la projection de nos forces à l'extérieur se fasse à partir d'une conception qui est celle des Etats-Unis eux-mêmes.
Il nous faut donc pousser à la clarification de notre doctrine de défense.
Deuxième objectif de préoccupation majeure : nous devons mobiliser avec les villes concernées, notamment celles que dirigent les municipalités de gauche ou Socialistes, contre les conséquences économiques et sociales extrêmement sérieuses qu'entraîneront nécessairement les restructurations de l'industrie d'armement annoncé par le président de la République.
Nous avons déjà marqué clairement notre opposition à la privatisation de Thomson, notre hostilité à un rapprochement Dassault-Aérospatiale, ce celui-ci devait être le prétexte à la constitution d'un pôle privé de l'aéronautique française.
Comme à mon sens, le principal problème dans les mois et les années qui viennent, dans l'opinion, cela sera celui de ces restructurations industrielles, il nous faudra être présents sur ce dossier. Paul Quilès qui anime la Commission de Défense du Parti et nos fédérations élues, et moi-même, avons vocation à faire en sorte que nous rassemblions les points de vue de nos élus et de nos camarades dans les villes concernées.
Reste une troisième question : celle de l'armée professionnelle, celle du service national, celle du service de conscription. Là aussi, il faudra sans doute apporter de la clarté quand le débat s'ouvrira s'il nous est véritablement ouvert. Je connais comme vous pour l'avoir porté, l'héritage historique, culturel, qui est celui de la gauche dans ce domaine, dune armée de la Nation, d'une armée de la République, d'une armée de conscription, d'une armée de citoyens, d'une armée liée au peuple, et notamment à sa jeunesse.
Je n'ignore pas les risques théoriques au moins d'une armée de métier, encore que nous savons tous que plusieurs des grandes démocraties aient fait ce choix et nous n'ignorons pas d'ailleurs même ceux de ma génération, que les troubles de la décolonisation susceptibles de déstabiliser une institution militaire, sont derrière nous. J en suis pas sûr que nous aurions fait aux responsabilités ce type de proposition, encore que certains y pensaient dans nos rangs. Mais ce choix est fait.

Mais ce choix est fait par le président de la République. De puissantes raisons techniques, c'est-à-dire en réalité des raisons militaires, y poussent, et la professionnalisation a d'ailleurs déjà été engagée par nous.
L'opinion approuve majoritairement cette proposition de suppression du service national, même s'il n'y a pas forcément à cela que de bonnes raisons. L'opinion en général, notre électorat autant et les jeunes encore davantage. Je propose donc que nous prenions acte de ce choix qui est fait, mais pas sans débat entre nous et dans le pays.
Paul Quilès et la Commission Défense auront la responsabilité de le préparer dans tous ses aspects, et nous y reviendrons devant le Bureau national, ou s'il le faut devant une autre instance du Parti, notamment ce Conseil national.
Cela veut dire aussi que nous devrons poser la question non seulement de la démocratisation de l'armée, mais aussi des liens de cette armée avec la nation et de sa place dans la République, y compris si elle devait évoluer, que nous devrons traiter la question du service civil. Je ne cache pas que dans cette hypothèse, je serais personnellement favorable à un service volontaire ouvert aux hommes et aux femmes plutôt qu'à un service obligatoire, pour des raisons dont on a déjà un peu débattu et sur lesquelles nous reviendrons, en examinant comment une armée de soldats de carrière et de volontaires peut être en mesure d'encadrer, en cas de mobilisation face à d'autres types de menaces que celles qui existent actuellement, un nombre d'appelés à nouveau suffisant.
Je pense que ces questions doivent être posées.
En luttant enfin contre les autres aspects du plan et les deux premiers que j'évoquais pour une clarification doctrinale d'une part, et pour les compensations industrielles et sociales d'autre part.
Le troisième et dernier point de cette première partie a trait à la Gauche, au camp du progrès.
Je voudrais vous dire à cet égard que si je me félicite du débat engagé à gauche, je souhaite que nous y allions avec des idées claires, voire même avec une certaine volonté de clarification.
A travers toutes les années de mon militantisme dans le Parti, j'ai toujours été animé d'une part par une volonté unitaire, parce que je sais qu'il faut rassembler les forces de progrès pour gagner, d'autre part par la conviction que le PS a un rôle central à jouer dans ce rassemblement et par lui-même, sans pour autant que je suggère à celui-ci d'adopter sur ces questions, et par rapport à ses partenaires éventuels, ou même dans les polémiques, une attitude arrogante ou hégémonique.
J'y ai travaillé récemment, vous le savez à nouveau lors des Assises de la Transformation Sociale avec Jean-Christophe Cambadélis, et il y a eu aussi le deuxième tour des élections présidentielles où j'ai eu à vivre ce rassemblement des forces de progrès.
Je me réjouis donc d'un certain changement du climat dans la Gauche, d'un changement de ton à la tête du Parti Communiste, d'une sortie du "ni ni", ni gauche ni droite, progressivement amorcée par l'essentiel du Mouvement écologiste, par un certain retour à une norme habituelle chez notre partenaire

Fondation Jean Jaurès

ancien, Radical, par une capacité aussi du PS à écouter les autres sans perdre pour autant sa force de rassemblement et sa capacité motrice.
Car entre nous, chers amis, et devant l'opinion, une unité qui resterait éternellement réduite à la discipline républicaine apparaîtrait comme un peu formelle.
Je me réjouis de cette évolution car le débat et le dialogue sont utiles.
C'est dans cet esprit que nous avons décidé notre participation au Forum du Parti Communiste, que nous avons invité l'ensemble des forces de gauche et de progrès à participer à notre Colloque sur la mondialisation qui aura lieu le 16 mars, et que Jean-Christophe amorce de nouvelles initiatives pour les Assises.
Encore faut-il que cette tonalité positive du débat à gauche soit respectée par tous, et cela n'a pas été le cas, je le dois le dire nettement ici, d'un article récent de Claude Cabanne dans l'Humanité.
On ne peut pas à la fois aller dans des forums, dialoguer, avec des différences, des divergences et en menant le débat avec vigueur, mais dans le respect des autres, et puis retrouver un ton qui à mon sens est d'une autre période.
Il faut donc que les rencontres que nous aurons les uns et les autres soient l'occasion de débattre clairement à partir de ces positions et non pas étaler naturellement des divergences.
Il ne faut pas non plus, et c'est mon dernier point, ignorer les différences de fond qui existent entre différentes formations, et notamment avec le Parti Communiste, par exemple sur l'Europe dont nous débattons aujourd'hui.
Il ne faut pas non plus créer d'illusions prématurées, et donc ne pas poser en soi la question du gouvernement, de la participation au pouvoir, mais le faire en fonction d'un projet politique qui, compte tenu de ce que sont les besoins du pays, la situation internationale, la force propre du Parti Socialiste, va se tenir quand même plus près des convictions qui sont les nôtres, à condition naturellement que nous-mêmes, nous les affirmions de façon suffisamment claire et autour d'une identité qui soit véritablement la nôtre.
Je voudrais donc, mes chers camarades, que dans cette question que j'aborde avec un esprit tout à fait positif, nous avancions aussi lucidement.
Cela a été la démarche historique qui nous a profité.
Je vais terminer en parlant d'un second point, mais je le ferai plus brièvement, qui est celui, bien sûr, de la Convention Mondialisation Europe France.
Interrogés par nous, vous vous en souvenez, au mois d'octobre, les militants ont approuvé la proposition d'organiser dans l'année 1996 au sein du Parti Socialiste, et éventuellement avec d'autres, trois débats :
- un débat sur la mondialisation Europe France,
- un débat sur les acteurs de la vie démocratique,
- un débat enfin sur la redistribution.

A l'issue de ces trois débats, nous pourrons dans l'année 1997 tenir notre Congrès, adopter notre programme, quel que soit le nom que nous lui donnerons, pour les élections législatives, désigner nos candidats pour cette bataille essentielle, mais aussi pour d'autres qui auront lieu en principe en 1998.

Fondation Jean Jaurès

Voilà la démarche qui est devant nous et que nous allons aborder de façon organisée et méthodique.
C'est le premier débat que nous avons commencé, dans les sections et les fédérations dans un premier temps, même si le mouvement social de novembre-décembre a un peu perturbé ces échanges, et puis dans le groupe de travail de cinquante membres que nous avions décidé de mettre en place, au sein duquel a été élaboré le texte qui vous est soumis aujourd'hui.
Je voudrais remercier profondément tous ceux qui, avec Pierre Moscovici et moi-même, ont participé assidûment à ce que je voulais être un véritable travail d'élaboration politique.
Je voudrais attirer votre attention sur le fait qu'il s'agit pour moi d'une conception, d'une philosophie du Parti, que la volonté de rechercher avec le maximum de ses membres, et non pas en réservant le débat à tel ou tel, des propositions, une analyse de la situation, une projection de notre force dans l'avenir, auxquelles le maximum de nos responsables nationaux rassemblés ici, par exemple, de nos représentants dans les fédérations, nos militants, soient associés.
Je souhaiterais que cette philosophie nous inspire tous, parce qu'elle est la philosophie de la démocratie. Elle est celle qui met chaque militant, chaque responsable sur un pied d'égalité.
C'est pourquoi je voudrais remercier ceux qui ont participé pleinement à cet exercice, ils se reconnaîtront.
Je n'ai pas à reprendre ici ce qui a été dit par Pierre Moscovici. Il vous a rendu compte de façon claire, précise, du débat qui a eu lieu, des premiers textes qui ont été élaborés, de ce qui a bougé, de ce qui a été intégré dans ce travail d'élaboration collectif dont je parlais tout à l'heure, et peut-être de ce qui reste à régler.
D'ailleurs des éléments de ce texte ont circulé.
Il me semble que ce document de qualité représente pour nous un véritable pas en avant dans un certain nombre de domaines où nous avions besoin de reprendre notre analyse et de clarifier nos positions.
Nous disposons, je pense, aujourd'hui d'une analyse sérieuse et d'inspiration socialiste non seulement du phénomène de la mondialisation, mais aussi de ce que nous avons appelé ce nouveau stade ou ce nouvel âge du capitalisme, et nous avions besoin de disposer de ces instruments d'analyse, de même que nous proposons des forces de régulation.
Nous avons clarifié notre approche non seulement des prochains rendez-vous européens, qu'il s'agisse de la Conférence intergouvernementale ou du rendez-vous de la monnaie unique, mais encore notre conception de l'Europe elle-même.
Une Europe qui ne peut se résumer à un marché, voire même à un marché et une monnaie, mais qui doit rééquilibrer ses objectifs, et sans doute même à terme ses critères de politique économique dans le sens de la croissance, dans le sens de l'emploi, dans le sens de la réduction des inégalités.

Fondation Jean Jaurès

Une Europe qui doit mener aux côtés des politiques agricole, régionale, par secteur, monétaire et commerciale, une véritable politique sociale.
Une Europe débouchant sur une Europe politique, mais pas dans une fuite en avant dans le politique, par la volonté de créer ou de maintenir, mais de créer en avançant un véritable espace de civilisation, dialoguant avec le monde.
Et aussi une Europe puissante, une Europe recherchant l'efficacité, notamment face aux risques de l'élargissement, mais aussi fondée sur la transparence et sur le contrôle démocratique.
De ce point de vue, dans la démarche où nous sommes engagés, et au milieu de propositions diverses c'est un débat qui nous est proposé, je me sens aujourd'hui en pleine cohérence avec l'attitude que j'avais personnellement adoptée au moment du referendum de Maastricht.
Je souhaiterais que ce que nous avons commencé à élaborer, ce que nous allons sans doute essayer de conduire et peut-être d'achever à ce stade du débat aujourd'hui, à savoir cette cohérence d'une pensée et d'un texte que nous avons réussi, je crois, à trouver, qu'il faut peut-être affiner, je souhaiterais vraiment, face aux échéances qui sont devant nous, que cette cohérence, nous ne la laissions pas perdre.
Ce matin, chers camarades, je n'en dirai pas davantage. Je ne veux pas à mon tour dupliquer le rapport fait par Pierre Moscovici.
Je voudrais donc terminer par des propositions de méthode pour notre Conseil national.
Nous ouvrons, après mon intervention, le débat politique. Il peut porter, soyez-en juges individuellement, à la fois sur la situation politique et notre action sur tel ou tel problème qui vous a frappé dans cette évolution récente, et sur le thème qui est en débat aujourd'hui, à savoir mondialisation Europe France.
Vous décidez dans vos interventions individuelles.
Quand le débat aura suffisamment avancé, et en tout état de cause à la fin de la matinée, je réunirai une instance dont je propose pour la commodité et la continuité du travail intellectuel qui a été fait, qu'à quelques noms près qu'on peut rajouter, ce soit le groupe de travail de cinquante membres parfaitement représentatifs de la diversité de ce Conseil national, et qui va aborder donc la discussion précise du texte. Je dis bien du texte. Le débat a eu lieu dans la commission, il a eu lieu au Bureau national, il va avoir lieu ce matin. Tout à l'heure, quand je réunirai cette instance, c'est pour avancer sur un texte.
Je propose donc que cette instance travaille sur ce texte et que Pierre Moscovici, au nom de ce groupe de travail, vienne rapporter devant le Conseil national au plus tard à 17 heures cet après-midi.
Je sais très bien que tous les camarades qui nous viennent des régions et des départements prennent des avions qui se situent entre 19 heures 30, 19 heures 40 et 209 heures et quelque, qu'après ils sont bloqués.
Je ne veux pas d'un groupe de travail qui s'éternise et qui revient devant un Conseil national dispersé. Cela, je ne le veux pas, et je demande donc que les choses soient claires là dessus.

Fondation Jean Jaurès

Nous sommes arrivés à un stade où maintenant le travail est un travail final, que nous pouvons mener en quelques heures.
Donc je propose qu'à 17 heures nous revenions devant vous qui resterez rassemblés, qui poursuivrez le débat, pour clore cette discussion devant le Conseil national, car seul le Conseil national peut décider et va décider de l'envoi du texte ou des textes qui seront adressés aux militants en vue du débat de section dans les fédérations et pour la Convention.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Nantis de ces indications sur le déroulement de notre journée, vous êtes un certain nombre à être inscrits dans le débat général. Vous ne saviez pas qu'il fallait terminer à 17 heures, vous allez sûrement en tenir compte !
La parole est à Gérard Fuchs que je sens très pressé de partir ! Puis, si Laurent Fabius veut bien se préparer ainsi qu'Alain Bergounioux.

Gérard Fuchs

Chers camarades, je ne m'apprêtais pas à partir, mais je ne m'attendais pas non plus à bénéficier de cette faveur de la part de notre président du Conseil national.
Je parlerai, cela ne vous surprendra pas, essentiellement de la mondialisation et de l'Europe.
La mondialisation, nous nous y sommes déjà heurtés, et je dirais heurtés avec une certaine violence la première fois en 1981-82, quand nous avons voulu faire reculer le chômage par une relance un peu solitaire et que nous avons découvert, à cette occasion, l'intégration de l'économie française dans l'économie européenne et mondiale.
Nous l'avons découverte une deuxième fois en 1990 lorsque, rentrant dans un mécanisme de libre circulation des capitaux européens, nous nous sommes rendu compte que nous ne pouvions plus taxer tout seuls les revenus du capital et que nous avons dû baisser un certain nombre de prélèvements fiscaux dans un sens qui, il faut bien le reconnaître entre nous, n'avait rien de particulièrement Socialiste.
Si nous voulons inverser ces expériences et nous présenter la prochaine fois comme parti de gouvernement dans de meilleures conditions, nous sommes, je pense, pratiquement tous convaincus qu'une Europe politique est nécessaire comme niveau de réponse, notamment, aux problèmes de l'emploi et aux problèmes de justice sociale dont je viens de rappeler à quel point ils nous avaient fait difficulté.
Je ne vais pas rester dans les généralités, je vais faire directement, après ce préambule, quatre observations sur le texte.
Première observation, je crois que si nous voulons dépasser une morosité, voire une hostilité croissante que nous sentons bien dans l'électorat de la gauche aujourd'hui, en direction de cette Europe politique, nous devons commencer par remobiliser notre électorat autour de cet objectif, ce qui suppose, je crois,

Fondation Jean-Jaurès

d'indiquer de façon plus claire que nous ne l'avons fait jusqu'à maintenant, qu'il existe deux façons de construire l'Europe effectivement, une économique et libérale, et une autre politique et puissance publique.
Mais nous devons, pour être convaincants, ne pas nous contenter de mots. Je crois qu'il faut que nous abordions le vécu de ceux qui sont aujourd'hui le plus inquiets vis-à-vis de la construction européenne, et il y a là un point où je crois que notre texte actuel mérite d'être complété.
Il y a très peu de place, chers camarades, dans ce texte pour les problèmes de commerce international, pour les problèmes de délocalisation, pour les problèmes de confrontation avec les pays à bas salaires. Il y a des choses fort justes sur la nécessité d'une réciprocité avec les américains ou les japonais. Cela devait être dit.
L'Union Européenne a bien des progrès à faire en ce sens.
Mais, il n'y a rien sur l'attitude que nous devons adopter en direction de pays émergeants à bas salaires. J'ai déposé un amendement que nous discuterons, j'imagine, tout à l'heure, qui considère que nous ne réglerons pas de façon satisfaisante le problème de nos relations avec ces pays sans une véritable organisation du commerce, c'est-à-dire sans des négociations de région à région, Union Européenne d'un côté, le bloc des ces pays, essentiellement asiatiques, d l'autre, en en limitant la piste. Je ne suis pas partisan d'une organisation mondiale du commerce qui n'accepte pas les accords bilatéraux de zone à zone, y compris incluant des limitation d'importations progressivement levées à travers le temps, de façon à ce que notre industrie ait les délais d'adaptation nécessaires et nos salariés les délais de formation ou de reconversion indispensables.
Ma deuxième remarque porte sur les institutions.
Chers camarades, je sens dans notre parti aujourd'hui la tentation, parce que c'est un sujet difficile et peut-être un sujet sur lequel nous ne sommes pas tous d'accord, de rester dans des généralités sur cette question.
Je l'aborderai de la façon la plus simple et je crois compréhensible par tous.
Si nous voulons une Europe politique, si nous voulons une puissance publique européenne, il faut une capacité de décision. Je connais deux façons de décider, et deux seulement : à l'unanimité et à la majorité.
L'Europe est restée insatisfaisante là où l'unanimité était la règle. L'Europe a fait quelques progrès là où la majorité pouvait fonctionner.
Alors, disons clairement, cela est fait dans le texte, que nous voulons étendre le domaine du vote à la majorité, mais ayons le courage d'aller jusqu'au bout de cette logique.
Chers camarades, je considère pour ma part qu'une Europe où l'on décide à la majorité, cela porte un nom, cela s'appelle une fédération. Je ne veux pas rouvrir une querelle théologique, je veux que nous disions au peuple français et aux autres peuples européens vers quoi nous voulons aller.
Je pense que nous aurons des difficultés, peut-être, à expliquer pour commencer, mais je pense qu'ensuite, nous pourrons être bénéficiaires de la clarté.

Fondation Jean Jaurès

Fédération d'états, mais Fédération d'états nation, parce que nous voulons une Europe qui se limite à agir dans les domaines où ses états membres ne le peuvent plus. Il y a là une expression qui a été lancée il y a longtemps que je souhaiterais, c'est mon deuxième amendement, voir reprise par notre par notre Conseil national.

Troisième amendement, il concerne notre stratégie. Il y a beaucoup de bonnes choses sur notre projet dans le document qui vous est soumis, il n'y a pratiquement rien sur la stratégie que nous devons suivre.

Je crois que si nous voulons remobiliser l'électorat de gauche autour de l'idée d'une Europe politique, il faut donner au débat européen un caractère beaucoup plus conflictuel que cela n'a été le cas ces dernières années. Ce n'est que si nos électeurs s'aperçoivent, à travers les débats du Parlement européen, voire du Conseil des ministres de l'Union Européenne, qu'il y a effectivement une conception libérale et une conception progressive qui s'affrontent , qui se choquent et qui, parfois, conduisent à des votes, que même si nous sommes défaits pour commencer dans ces votes, ces débats auront un effet mobilisateur indispensable. Conflictualiser le débat européen demain est donc ma troisième proposition.

Enfin, j'ai déposé avec d'autres camarades qui, j'imagine, viendront également expliquer le sens de cet amendement, un dernier texte que je crois tout à fait essentiel et qui concerne le point suivant :

Nous sommes pro européennes, nous avons accepté déjà beaucoup de traités européens. Un nouveau traité européen est aujourd'hui en discussion. Sommes-nous prêts à accepter n'importe quoi ou entendons-nous mettre des limites à ce que nous entendons accepter ?

Nous sommes plusieurs dans cette salle à considérer que nous devons dire dès aujourd'hui que notre acceptation de parti socialiste et de parti de gouvernement à un futur traité européen ne peut-être qu'une acceptation cette fois-ci conditionnelle, conditionnelle à la création d'une autorité politique pour s'occuper du chômage en regard de la Banque Centrale Européenne, conditionnelle à la transformation en loi de la Charte Sociale Européenne, conditionnelle à la transformation, à l'entrée dans la réalité d'une imposition significative des revenus du capital, et conditionnelle, par conséquent, à ce qui est la nécessité institutionnelle qui rend impératifs qui rend nécessaires les points précédents, c'est-à-dire l'extension du vote à la majorité dans ces domaines et quelques autres.

Voilà, chers camarades, les quatre amendements que je voulais défendre devant vous. Le quatrième est certainement le plus important, le plus politique, d'autres camarades viendront le défendre. Le second, sur les institutions, je souhaite, de façon véritablement forte, qu'il fasse l'objet d'un examen important et attentif de notre groupe de travail. Je ne crois pas que nous puissions rester dans le vague dans ce domaine.

Je terminerais par une banalité, mais qui je crois motivera nos travaux d'aujourd'hui. Le capitalisme est aujourd'hui international, sachons donner à

Fondation Jean Jaurès

notre combat avec assez de précision, la même dimension dans les temps qui viennent.
(Applaudissements)

Le président - Merci Gérard. Mes amis, mes camarades, si vous voulez avoir des conversations particulières, ayez-les en dehors de cette salle, sinon, le débat ne sera pas audible pour ceux qui veulent y participer ou s'exprimer.
La parole est à Laurent Fabius.

Laurent Fabius

Chers camarades, je voudrais intervenir sur deux points, l'un très brièvement, l'autre, un tout petit peu moins.
D'abord, sur l'analyse politique d'ensemble, je fais tout à fait miennes les observations qui ont été faites par les orateurs précédents. Je veux toutefois ajouter, pour nos interventions futures, une suggestion, un sentiment. Je crois que dans les critiques que nous formulons, qui sont en général bien reçues par le pays, nous devrions être plus attentifs à ne pas les centrer exclusivement ou même essentiellement sur le gouvernement, mais plutôt sur le président de la République. Ce n'est pas une affaire de personnes dont il s'agit, bien sûr, mais je crois que si nous ne le faisions pas, nous risquerions de commettre une certaine erreur, d'abord parce que, évidemment, le gouvernement actuel ne fait qu'appliquer la politique du président de la République, ensuite, parce que sans être devin, il y a quand même lieu de croire que l'un sera plus durable que l'autre, que si une cohabitation existait, il n'est pas absolument indispensable de l'anticiper, et parce que je crois que plus fondamentalement, dans le système institutionnel qui est le nôtre, l'impulsion vient du niveau le plus haut.
Donc, il s'agit d'ajuster les arguments, de ne pas dire des choses inexactes, mais je trouve que quelles que soient nos interventions aux uns et aux autres, nous donnons parfois, malgré nous, le sentiment de découpler les observations critiques alors qu'elles n'ont pas à l'être.
Puisque je suis sur ce sujet, je voudrais poursuivre un petit peu. Nous avons fait campagne, et nous avons eu raison lorsque nous abordons le thème du président de la République, sur la critique suivante : les promesses de la campagne n'ont pas été tenues, et c'est vrai et combien vrai. Mais je crois que cette remarque, d'abord, perd de sa force avec le temps, et je pense aussi que même si elle avait été tenue, et bien la critique devrait quand même s'exercer parce que je ne voudrais pas qu'a contrario, nous donnions le sentiment que si Jacques Chirac avait tenu ses promesse, nous serions des approbations de sa propre politique.
Sur le même chemin, et en vertu d'une règle générale qui est qu'il faut éviter de reprendre comme concept ceux de ses adversaires, je pense qu'il faut que nous nous gardions (et je suis le premier, parfois, à tomber dans ce piège) de nous situer essentiellement sur le thème de la fracture sociale, d'abord parce que je crois que ce thème n'est pas totalement juste, je crois qu'il y a des fractures sociales en France et pas une, et parce que de même que lorsqu'on emploie le mot "libéralisme" pour le combattre, on crédite ses adversaires. De même, si

nous centrons les choses sur le thème de la fracture sociale pour dire :"Oui, mais elle n'est pas résorbée, ceci, cela"..., c'est un mot qui à tort ou à raison est estampillé par le président de la république, et donc voulant porter critique, en fait, nous portons louange. Je pourrais continuer sur ce thème, je ne le ferai pas.
Ma suggestion essentielle (celle-ci est très modeste), c'est que je crois qu'il faut que nous recadrons un petit peu, si nous avons à le faire, notre proposition critique et certaines de nos campagnes (sans être injustes, bien sûr) en ce qui concerne le président de la République. Et nous allons avoir beaucoup d'occasions de le faire puisque chacun reconnaît que, dans le domaine de la Défense, c'est tout de même évidemment de lui que, institutionnellement, les choses dépendent, et chacun voit bien aussi qu'en ce qui concerne la politique étrangère, le rapprochement ou non avec l'OTAN, c'est également du président de la République que cela dépend. Mais je ne souhaiterais pas que ces critiques soient réservées aux domaines de la Défense et de la politique étrangère, je pense qu'il faut les porter avec autant de force en matière économique et sociale. Voilà ma première observation, au demeurant très modeste.
Deuxièmement, en ce qui concerne le thème de nos travaux d'aujourd'hui (les principaux en tout cas), sur la mondialisation et sur l'Europe, il y a eu un très gros travail de fait et je pense que le texte qui nous est soumis et qui a déjà été corrigé (je l'ai lu rapidement, comme chacun, ce matin) a tenu compte notamment de notre dernière discussion extrêmement dense au Bureau national et je pense, ayant analysé rapidement la chose, que ce texte constitue une très bonne base de départ ; c'est un document intéressant et, pour une fois, qui est bien écrit.
Cela n'empêche pas qu'on puisse y ajouter un certain nombre de choses et c'est de cela que je voudrais dire quelques mots.
Sur la critique, nous sommes à l'aise. Mais là où l'on nous attend, c'est évidemment sur la proposition.
Il y a une part d'injustice dans les observations qui sont faites à ce sujet, parce qu'il faut un peu de temps pour se mettre en route. Mais en même temps ce reproche revient avec insistance et j'imagine qu'on le fait à vous, comme on le fait à moi et à chacun : "Oui, les socialistes, c'est bien, vous critiquez (et encore, il faudrait que ce soit plus fort), mais qu'est-ce que vous proposez ?"
Et donc, puisque nous avons cette Convention sur la mondialisation et sur l'Europe, il faut (et c'est une espèce de grille d'analyse que, je crois, nous devons nous donner) que le texte qui sortira de nos travaux aujourd'hui, et encore plus tard, à la fin du mois, puisse répondre et qu'on soit conduit à nous dire : "Eh bien, oui, sur la mondialisation et sur l'Europe, maintenant, vous êtes au point". Si nous ne l'étions pas, évidemment, nous ferions une démonstration négative, puisque c'est le premier sujet que nous avons choisi. Donc, je crois que c'est vraiment le tamis auquel il faut passer notre texte, même si cela nous oblige, dans certains cas, à ne pas gommer certaines différences entre nous et, au contraire, à aller un petit peu plus loin.

De ce point de vue-là, je suggère, si c'est possible, que dans le débat qui va s'instaurer dans la Commission, tout à l'heure, on examine notamment deux ou trois choses.
Nous sommes pour l'Europe mais nous voulons (c'est ainsi en tout cas que j'ai compris les choses) un certain rééquilibrage de l'Europe en matière sociale, d'emploi, services publics, fiscalité et d'autres sujets.
La question est alors posée : comment est-ce que nous pouvons faire passer notre conviction ? Est-ce qu'on ne va pas nous dire : "Oui, bien sûr, ce sont de grands mots, mais où est le point ? Quel est le coin que vous enfoncerez pour arriver à faire passer cela ?"
Et c'est là où intervient tous ce débat que j'ai vu poindre sur les questions de conditions.
Personnellement, je dis les choses telles que je les pense, en matière d'union économique et monétaire et de monnaie unique, je pense que ce serait une erreur de poser aujourd'hui des conditions supplémentaires parce que, telles que les choses se présentent, cela voudrait dire malheureusement qu'il n'y aura pas de monnaie unique.
Quand est-ce que la décision devra être prise ?
Le Traité de Maastricht dit 1998. Je crois que non.
Je crois que non à partir de l'analyse suivante.
Est-ce que le gouvernement français (Chirac), en 1998, dans les premiers mois, prendra la décision (oui/non à la monnaie unique) trois mois avant les élections ? Je crois que non. Est-ce que le gouvernement de Helmut Kohl, soumis à élection en octobre 1998, prendra dans la même année une décision sur ce même point ? Je crois que non.
Je considère donc qu'il y a des chances (ce n'est pas un savoir absolu) pour que cette décision soit prise soit en 1997, soit malheureusement - et ce serait redoutable - après, ce qui, à ce moment-là, voudrait dire qu'il n'y aurait pas de monnaie unique en 1999, et je considère, à la différence de certains propos entendus ici ou là, que ce serait grave et même très grave, parce que je crois qu'on ne peut pas remettre les choses comme cela.
Donc, j'imagine qu'il y a des chances pour que, en 1997, on soit amené (le gouvernement français de l'époque) à se prononcer. Et nous, socialistes, nous ne pourrons pas dire : "Nous ne sommes pas au gouvernement, donc nous n'avons rien à proposer" !
Autant je ne pense pas qu'il faille, sur cette question de la monnaie unique, que nous rajoutions des conditions par rapport à celles qui sont dans le Traité de Maastricht (d'autant que l'interprétation en termes d'orientation générale, de tendances, permet pas mal de libertés), donc autant je pense que sur l'union économique et monétaire, sur la monnaie unique, des conditions supplémentaires mises par le Parti Socialiste seraient interprétées aujourd'hui comme quasiment "non", autant je crois, comme d'autres camarades, qu'en matière de Conférence inter-gouvernementale et de Traité qui devra être adopté à l'issue de cette Conférence, le moment venu, nous gagnerions de la crédibilité à poser un certain nombre d'exigences (ce sont deux problèmes différents) sur le

Fondation Jean Jaurès

service public, sur certains aspects du social, sur tel autre point, parce que là nous serions probablement plus forts dans la discussion avec d'autres pays d'Europe et dans la discussion politique au plan national.
En effet, la critique qu'on va nous faire est la suivante : "Oui, les socialistes, vous êtes pour l'Europe, vous voudriez une Europe rééquilibrée, mais où est-ce que vous accrochez votre étoile, votre réorientation ?"
Monnaie unique ? Je pense que non.
CIG, Traité qui le moment venu sera présenté, j'imagine, au Parlement ? Là, oui. Et je pense que nous serions beaucoup plus forts, y compris dans le débat interne, si nous arrivions à formuler ces exigences.
Point n°1.
Le point n°2 n'est pas traité dans le texte car (on me corrigera si je me trompe) j'ai le sentiment que la partie institutionnelle a été limitée, peut-être même diminuée par rapport à la version précédente ou aux versions précédentes, sans doute parce que nous n'avions pas eu encore le temps de la creuser ; je ne sais d'ailleurs pas si nous pourrons tenir cela jusqu'au bout, parce que quels vont être les débats dans les semaines et les mois qui viennent ? Essentiellement la monnaie unique, que nous le voulions ou non, tout ce qui tourne autour de la CIG, et même si cela ne passionne pas les gens, quand même un petit peu l'institution. C'est donc difficile pour nous de ne pas avoir de position très claire là-dessus.
Je ne veux pas revenir sur la totalité de l'aspect institutionnel, mais il y a une chose qui me tient à cœur et que je voudrais vous dire.
L'Europe aujourd'hui, les Conseils européens, cela ne fonctionne pas, cela ne marche pas. Pour ceux qui suivent cela en détail, il y a trop de monde, les gens ne sont pas représentatifs, cela ne fonctionne pas.
Moi, ma conviction, c'est que si nous ne sommes pas capables de réformer puissamment cela, surtout dans la perspective de l'élargissement, on se paye de mots mais l'Europe sera infichue de prendre des décisions dans le futur.
Dans le monde où nous sommes, que cela nous plaise ou non, les institutions sont incarnées par des hommes et par des femmes. Le gouvernement propose, je crois, la nomination d'un Monsieur ou d'une Madame "Pesc", qui n'est pas une invention de Paul Valéry mais qui est une institution qui, à mon avis, ne peut pas fonctionner. L'autre jour, l'un de nos camarades faisait remarquer fort justement qu'il y a eu un "M. Pesc" à propos du conflit yougoslave, qui est d'ailleurs un homme éminent, qui est un ancien Ministre de droite de Suède... Si l'on interroge les Européens pour savoir quel est son nom... eh bien, c'est lui qui représente l'Europe ! Donc, si on fait la même chose, cela ne fonctionnera pas.
Alors, comment cela peut fonctionner autrement ? Je crois que c'est le président du Conseil en exercice qui doit être l'homme ou la femme qui donne l'impulsion dans ce domaine.
Oui, mais... il faut que ce président ou cette présidente ait une durée plus importante qu'aujourd'hui. Cela peut paraître secondaire. Moi, je pense que non. On ne peut pas avoir son autorité comme président d'un Conseil des ministres de l'Union Européenne si c'est pour six mois, cela n'existe pas.

Le RPR avait fait une proposition qui était de porter cela à deux ans ou à deux ans et demi. Les petits pays, dont, n'avaient droit à aucune présidence. Évidemment c'est inacceptable, pour eux et même sans doute en soi.
Je pense donc (et je ne veux pas tomber dans ma propre critique du domaine institutionnel, mai je cite cela parce qu'il faut quand même voir comment cela va fonctionner) que si on ne trouve pas un moyen que les grands pays, les cinq, puissent avoir des présidents qui assoient leur autorité et qui aient la durée pour cela, à ce moment-là on fera des choses excellentes mais il n'y aura pas de décisions politiques, de conduite politique de l'Europe.
Je pense donc qu'une esquisse de solution, à discuter bien sûr, mais dont j'ai déjà discuté avec quelques amis allemands, et d'autres, consistant à dire : les cinq grands pays pourraient avoir une présidence plus longue, avec une co-présidence pour les plus petits pays, mais elle, plus courte (les uns s'occupant notamment de l'aspect proprement politique de la défense, de la sécurité, les autres s'occupant de questions importantes, mai peut-être moins, comme les fonds structurels), cela peut paraître abscons, ésotérique, ne pas être ce qu'attendent dans leur profondeur les Français pour la discussion, mais c'est un point qui décidera ou non de l'efficacité de notre système de fonctionnement pour les vingt-cinq ans qui viennent, car si nous nous lançons dans l'élargissement et dans la fin de la CIG sans avoir résolu ce problème-là, qu'est-ce que c'est qu'une présidence d'une institution politique où l'Allemagne et la France seront en situation de décider six mois tous les quinze ans ? Cela ne fonctionnera pas.
Troisième et dernier point (mais qui, là, est bien abordé, je crois, par le texte), la question de l'élargissement.
Chers camarades, je pense que nous, socialistes, nous avons été très fermes et très justes sur ce point, mais, dans le pays, que de démagogie sur cette question !
Oui, nous sommes partisans d'un élargissement, mais si cet élargissement, qui peut aller jusqu'à 30 membres, intervenait sans que soit réglée la quasi-totalité des questions qui nous viennent à l'esprit, qui nous brûlent les lèvres aujourd'hui, cela veut dire qu'avec les meilleures intentions du monde nous nous retrouverions dans une espèce de conception libérale "thatcherienne" de l'Europe et nous aurions défait la pelote que des générations ont mis du temps à construire.
Je crois que là-dessus il faut être clair et même très carré, quitte, si c'est nécessaire, à durcir un peu le texte, mais je crois qu'il est déjà assez net sur ce point.
Oui sur le plan politique au principe de l'élargissement, mais nous ne pouvons accepter (et je suggère que l'engagement soit pris dès maintenant) de passer à la phase de l'acte que dès lors que la CIG et le Traité auront réglé les questions majeures qui se posent en amont, et en particulier la question institutionnelle, faute de quoi, avec des flots de démagogie, on aurait ruiné la construction européenne.
Chers camarades, voilà tout ce que je voulais dire.

Fondation Jean Jaurès

Mon état d'esprit est le suivant. Je pense que le texte constitue une très bonne base de départ, qu'il est souhaitable sur tel ou tel point de le compléter, mais c'est l'objet de la discussion, en particulier de celle d'aujourd'hui, et que si nous arrivons, à partir de cette b bonne base de départ, çà quelques améliorations encore, nous pourrons montrer que nous voulons une Europe, oui, mais rééquilibrée et, à ce moment-là, dans le débat, je pense que nous serons entendus, car les Français restent européens, simplement ils ne veulent ça que l'Europe se fasse au détriment de la France et au détriment de leur situation économique et sociale personnelle. C'est à nous de trouver le point d'équilibre.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Laurent Fabius.
La parole est à Alain Bergounioux. Régis Passerieux se prépare.

Alain Bergounioux

Mes chers camarades, je voudrais poursuivre cette discussion qui vient de se nouer de manière intéressante et précise ; je crois qu'on retrouve dans ces premières interventions tout à fait le climat qui a régné dans les Commissions de travail où nous essayons de construire une cohérence commune.
Je voudrais intervenir le plus rapidement possible sur deux points qui font partie de notre débat, parce que dans le fond la question de la Défense nationale et la question de l'Europe et de la mondialisation ne sont pas deux questions indépendantes, car il s'agit de notre rapport à la Nation et il s'agit de notre rapport à l'Europe et au monde.
Je voudrais très brièvement, sur le premier point, dire deux ou trois notations parce que, dans cette affaire, on voit très bien, comme vient de la rappeler Laurent Fabius, que le président de la République obéit bien sûr à une analyse de la situation mondiale, obéit à des contraintes budgétaires, mais il est en train de faire un coup de communication. Il est en train de réussir le découplage avec son Premier Ministre, et donc là-dessus je pense qu'il faut que nous soyons très présents sur ce débat.
Dans cette affaire, le Parti a donné une position, a demandé que le débat soit approfondi, mais les choses ne sont quand même pas si simples et nous posent, je crois, des problèmes pour nous à la fois par rapport à nos valeurs, par rapport à notre histoire et par rapport à la réalité. Il faut savoir que ce n'est pas tellement l'argument historique qui me retient parce qu'on ne va pas se retourner vers Jaurès. Les évolutions se font mais je veux qu'on se pose la question : quel type de société voulons-nous ? C'est-à-dire quelles sont la place des valeurs collectives et la place des valeurs individuelles ? Parce que si on réglait bien, on peut, par ces décisions, approfondir la fracture civique, et on rajoutera à la fracture sociale une fracture civique parce que beaucoup de nos concitoyens aujourd'hui ne sont plus tellement liés à des droits et des devoirs et il y a qu'une partie ne paie plus l'impôt, l'école concentre sur elle toute la tâche d'intégration avec les difficultés, et comme nous savons, Lionel Jospin l'a rappelé, qu'un

Fondation Jean-Jaurès

service civil obligatoire pour tous et pour toutes n'est pas possible au point de vue financier, on se dirige vers un service civil de volontariat, donc cela fait qu'une grande partie de la population et de la jeunesse échappera à toutes possibilités de s'inscrire dans une problématique des droits et des devoirs.
Donc je comprends bien tous les aspects techniques, je comprends bien toutes les évolutions, et tout le monde sait qu'il faut la professionnalisation, mais j'aimerais qu'on s'interroge peut-être collectivement et avec bonne foi pour savoir si un lien militaire ne doit pas quand même être maintenu, si une période - cela a déjà été dit dans le débat - courte d'instruction n'est pas nécessaire pour tous.
Là, nous engageons aussi un pas de plus dans une société individualiste, et en tant que socialistes il faut que nous réfléchissions à la place des valeurs collectives.
Je voulais indiquer ce point parce qu'il n'est pas indépendant de notre convention et de notre réflexion sur l'Europe et sur le monde, et qu'on attend du Parti Socialiste, peut-être à l'occasion de sa présentation de sa position sur les problèmes au plan de la mondialisation et de l'Europe, qu'il s'exprime très clairement sur la défense nationale. Je pense que nous devrons faire cheminer les deux débats en même temps. Nous avons un mois pour le faire, et le message que nous devrons donner fin mars devrait porter sur ces deux volets.
La deuxième remarque que je voudrais présenter porte évidemment sur notre texte et sur notre débat d'aujourd'hui en poursuivant les réflexions qui ont été dites à l'instant.
Je crois que pour avoir participé à cette commission de manière régulière, il y a un grand accord entre nous, tout le monde est d'accord sur l'Europe que nous voulons, tout le monde est d'accord pour avoir une Europe puissance, une Europe puissance publique.
Dans le fond, le raisonnement que nous faisons tous, c'est que face à la mondialisation, il faut les réponses. C'est une Europe puissance publique qui puisse faire des politiques de relance de la croissance, qui puisse être présente dans le monde et donc qui puisse, de ce point de vue, avoir une véritable capacité de redonner des marges de manœuvre à notre politique nationale et de retrouver, en quelque sorte, un keynésianisme dans l'espace européen, puisque le keynésianisme dans un pays n'est plus possible en tant que tel avec les recettes traditionnelles.
Le problème, c'est comment, et alors là je crois qu'il faut préciser ce débat, et Laurent Fabius vient de le préciser, de manière claire. Je crois que son expression : il faut des exigences mais pas de conditions, me paraît tout fait juste. Je présenterai 3 ou 4 arguments dans cette affaire qui est extrêmement importante.
Premièrement, il faut bien voir que ces deux années sont décisives. On a l'air de considérer qu'il y a un sort irréversible, que l'Europe est faite finalement et qu'on peut ajouter un certain nombre de conditions, et ainsi de suite, mais il n'y a rien d'irréversible et si la monnaie unique ne se fait pas, tout s'inversera et il y aura une involution, et le marché unique lui-même qui est déjà menacé par

Collection Jean Jaurès

certaines zones de libre-échange sera en cause et donc tout peut se défaire. Je crois qu'il ne faut pas se faire peur bien entendu, mais il faut quand même en avoir la conscience.
Or, face à une Europe défaite, je crois que nous perdrions toute perspective d'avoir des marges de manœuvres supplémentaires dans notre politique nationale.
Deuxième remarque, il faut distinguer les horizons, c'est-à-dire que la grande difficulté dans cette affaires c'est que tout ce qui est dans le court terme est toujours très difficile, alors qu'évidemment tout ce qui est dans le long terme apparaît plus facile, plus indéniable. Donc nous avons la tentation dans nos textes et dans nos interventions d'enjamber les calendriers, c'est-à-dire de remplir un maximum de choses pour le court terme qui, en fait, nous le savons, ne seront faisables que dans le moyen et le long terme. Ayons conscience de ceci.
Troisième point : quand on réfléchit, politiquement on sait que la réalité n'est jamais blanche ou noire, elle est souvent grise. Donc, lorsqu'il faudra apprécier le degré de réalité du combat politique des exigences portées par les socialistes, on le fera sur le moment bien entendu, et c'est comme cela que cela se fait.
Je crois qu'on peut évidemment le marquer dans un texte, des intentions extrêmement fermes, mais si sur le moment décisif en 1997 ou un peu plus tard cela obligera, suivant les avantages et les inconvénients, de mettre en cause une construction qui a maintenant plus d'un demi-siècle ou simplement d'essayer de convaincre et d'accepter un certain nombre de compromis parce que l'Europe se fait à plusieurs. Je crois qu'il faut que nous ayons cela présent à l'esprit.
La quatrième et dernière remarque sur ce point, c'est que dans le fond cette monnaie unique est à la fois la fin de quelque chose et le début d'autre chose. C'est la fin de la procédure Jean Monnet, c'est la fin de la construction économique de l'Europe par l'économique. Et en même temps, c'est le début de la phase politique de l'Europe parce que chacun sait ici que la monnaie unique appelle un pouvoir politique. C'est un élément essentiel de souveraineté. Donc les critiques qui viennent et qui disent que finalement il y en a assez de la construction de cette Europe qui n'est qu'économique, etc. il est tout à fait juste d'avoir un certain nombre d'exigences sociales fortes que nous retrouvions dans le texte. Mais il faut avoir pleinement conscience entre nous que la monnaie unique est le premier grand acte politique de l'Europe.
Donc là, nous sommes vraiment dans un moment de transition où cette construction européenne va changer de nature à partir du moment où il y a un élément de souveraineté.
Donc si la crise vient en Europe, s'il y a une crise parce que tout ne sera pas nécessairement bien, il faudra l'assumer, mais il faut toujours se méfier de ceux et de celles qui crient : "Levez-vous orages désirés" parce que quand les orages désirés arrivent, on ne connaît jamais leur force et on ne sait jamais si on ne sera pas emporté avec eux.
La dernière remarque que je voudrais faire car je ne voudrais pas être trop long, c'est que si nous poursuivons ce débat alors sur les conditions il faut l'avoir

sérieusement, c'est-à-dire que quand il y a des responsables politiques, comme nous sommes tous ici, on ne peut pas simplement avoir une phase du raisonnement, il faut avoir la deuxième phase, c'est-à-dire : si cela ne marche pas, alors que fait-on ?
A partir de ce moment-là, si un certain nombre d'exigences ne sont pas respectées, qu'est-ce qui se passe ?
Je crois qu'entre nous, nous devons avoir ce débat parce que, de deux choses l'une, soit la conversion, la décision de politique fait que nous nous avançons vers la monnaie unique, et à ce moment-là les vraies questions c'est d'articuler la banque centrale et les gouvernements européens, c'est de savoir quel rapport monétaire il y a entre les pays qui se sont engagés dans la monnaie unique et ceux périphériques pour qu'il n'y ait pas de phénomène de dévaluation compétitive.
Ce sont les vraies questions, et si cela ne se fait pas, il faut quand même qu'on voie la situation, c'est-à-dire la spéculation sur le mark, le franc affaibli, et rapports quand même extraordinairement distendus entre la France et l'Allemagne. Et dans notre réflexion, si comme nous le pensons nous avons un engagement européen fort pour l'avenir, nous ne pouvons pas l'isoler de ce qui se passerait en cas de crise entre la France et l'Allemagne. Donc je crois que si nous voulons que ce débat soit productif, il faut qu'aujourd'hui nous envisagions une deuxième phase. Qu'est-ce qui se passe ?
Et deuxième remarque, parce que je rejoins ce que disait Laurent Fabius à la fin de son intervention, je pense que dans notre texte, il y a beaucoup de choses qui sont bonnes, notamment dans la partie des institutionnelles qui sont inscrites en creux, mais qu'il faudrait peut-être positiver si j'ose dire en disant en toutes lettres que si nous voulons un débat politique en Europe, si nous voulons des affrontements entre lignes politiques, si nous voulons que le Parti Socialiste européen représente une véritable force d'opinion, c'est évident qu'il faut aller dans une perspective d'une fédération qui mette en commun des souverainetés et un opinion publique européenne. On ne peut pas demander qu'il y ait un contrat social européen, qu'il y ait un rapport de forces européen s'il n'y a pas d'institution représentative et responsable et s'il n'y a pas d'opinion publique européenne.
Je crois que notre texte contient beaucoup de ces choses-là en creux dans les dernières pages, mais cela mériterait d'être dit et précisé en positif.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci Alain Bergounioux.
La parole est à Régis Passérieux.

Régis Passérieux

Chers camarades, sur le thème de la mondialisation de l'Europe, le vrai péril est que l'on peut tout dire et son contraire tout en restant placé dans l'apparence

sous les auspices d'un faux consensus tant le sujet est large, complexe et par définition infini.
Toutes les dimensions de la technicité et de l'expertise du plus érudit économiste jusqu'au plus byzantin juriste peuvent dans ce débat revendiquer une légitimité politique.
Ce que les Français attendent aujourd'hui est pourtant l'exact contre-pied de tout cela. C'est une position claire, franche, compréhensible et lisible qui les mobilise sur des objectifs d'action autour de choix assumés et d'une vraie vision du monde.
Nous avons le devoir de leur apporter cette réponse avec d'autant plus de rigueur que le pouvoir actuel, par ses atermoiements, ses hésitations, ses volte-faces finit par donner aux Français le tournis.
Les Français n'attendent pas de nous qu'on leur dise et redise que le monde est difficile, complexe et insaisissable ; ils attendent simplement que nous leur disions où nous voulons les conduire.
Dans ce travail de définition d'une vraie politique, cette première convention qui se prépare est la convention-clé pour deux raisons : d'abord parce que l'extérieur, le monde focalise dans un désordre chaotique toutes les peurs et toutes les angoisses de la société française. Tout se mêle dans un dangereux capharnaüm de la peur de l'immigré à la crainte de l'envahissement culturel jusqu'au nouveau péril jaune de la délocalisation.
Or, la vraie peur, celle qui fonde toutes les autres, c'est surtout, ne l'oublions pas et continuons à la mettre au centre de nos préoccupations, celle du chômage et de la société à deux vitesses. C'est cette peur-là qu'il nous faut exorciser en concentrant notre exigence et notre volonté sur ce problème, non pas en chargeant le monde de tous les pêchés comme la fort opportunément dit le camarade de la motion 2, car nous ne ferions qu'attiser les peurs et consolider les extrêmes, mais au contraire en recherchant des solutions nouvelles et audacieuses.
Mais si cette première de nos conventions est par ailleurs essentielle, c'est surtout parce qu'il ne sera pas possible d'aborder avec sérieux les thèmes de nos deux prochaines conventions, celles des acteurs politiques et celle de la redistribution sociale, si nous n'avons pas défini préalablement l'étendue de nos marges de manœuvre.
Il nous faut, pour cela, mener une révolution copernicienne. Ce sont les règles de l'économie qui dictent aujourd'hui les règles du social. C'est ainsi que sont bâtis les traités européens et le déséquilibre est flagrant à chaque fois dans leur architecture. C'est l'économique qui a force de loi ; le social quant à lui n'a presque toujours qu'une portée indicative.
L'enjeu de cette convention est de replacer le social en tant qu'exigence au niveau de l'économique, en trouvant le point d'équilibre entre l'utopie, et la solution brutale du rapport de forces. Il s'agit en somme de reglobaliser notre analyse en une position politique conforme à nos valeurs.

Fondation Jean-Jaurès

Mais en fait de recomposition politique, l'ornière est de retomber sur le débat extensif et complexe. Pour conjuguer ce risque et préparer ce vrai débat politique, la démarche choisie par Lionel Jospin était bien la bonne.
D'abord décrire la problématique et dégrossir l'analyse au sein d'un groupe de travail, au débat libre et ouvert.
Ensuite, à partir d'aujourd'hui, s'appuyer sur ces bases décantées pour porter avec les militants le débat sur les points charnières, les choix politiques qu'il nous faut trancher collectivement.
Je tiens à souligner au passage que respecter ces procédures, c'est respecter le débat d'idées dans notre parti, en se respectant les uns, les autres. Et ce n'est pas le moindre des changements qu'attendent les militants de la part des responsables nationaux du Parti.
Pour notre part, autour de François Rebsamen, nous avons participé à cette première phase, et nous nous engageons pleinement. Nous avons eu le sentiment d'avoir été écoutés, et en retour dans l'échange et la confrontation notre point de vue a aussi évolué.
C'est donc naturellement que nous sommes en accord avec l'orientation générale du texte qui est soumis au débat des militants.
Nous sommes bien sûr d'accord, mais qui ne le serait pas dans notre parti, camarades, avec la pétition de principe pour une Europe plus politique et plus sociale ?
Mais, nous nous félicitons que sur ce point nous soyons allés jusqu'à affirmer la nécessité d'une nouvelle constitution européenne qui devra, à nos yeux, être dotée d'un préambule économique et social et faire l'objet d'un nouveau traité fondateur.
Nous sommes d'accord aussi avec l'urgence de réaliser la monnaie unique, au plus tôt et si possible dès 1999. Elle est l'outil nécessaire pour faire face à la pression spéculative que les mouvements d'échange font peser sur notre économie. `
Bien sûr, sur ce texte d'une soixantaine de pages, nous avons des nuances à énoncer, et cela est bien normal. Elles portent notamment sur deux points : d'abord le concept de l'Europe puissance qui, formulé tel quel nous paraît énoncer une vision du monde plutôt opposée aux valeurs des socialistes.
Il y a derrière cette idée un concept qui nous inquiète, celui de la forteresse Europe, c'est peut-être cette conception qui amène un peu trop hâtivement à accepter le modèle d'un noyau dur de grandes puissances monétaires dotées d'un gouvernement économique ce qui devrait dire un gouvernement politique limité à ces puissances de l'Europe politique.
Nous avons là quelques réserves, la solution qui consisterait à reconnaître un noyau dur au-delà d'une période transitoire, noyau dur qui se limiterait aux pays à monnaie forte ensemble avec lequel chacun des autres pays rentrerait en pourparlers bilatéraux, nous paraît ne pas devoir être acceptée.
Ce modèle politique c'est le modèle de l'empire avec sa puissance militaire et économique qui soumet les plus petits pays à reconnaître l'addition des plus forts comme l'addition satisfaisante. `

Collection Jean Jaurès

Les peuples plient sous l'effort de la compétitivité, le libre échange, il est douteux qu'ils aspirent à quitter ce joug pour rejoindre celui d'une volonté puissante, collective, européenne, restaurant l'unité monétaire. Si les socialistes veulent une Europe forte, c'est pour proposer au monde leur vision d'un universalisme de progrès, et non pour respecter les vieilles volontés de puissances nationales.
Ces nuances portent ensuite sur la notion d'une fédération des Nations, où l'absence de choix dans le texte amène à hésiter entre la majorité qualifiée au niveau du conseil européen ou de vrais pouvoirs souverains conférés au parlement.
Je pense qu'il nous faut trancher si nous voulons être entendus. La vraie réforme des institutions européennes ne résulte pas dans le vote à l'unanimité au sein d'un Conseil de chefs d'Etat et de gouvernements mais par le vote par le parlement de directives, futures lois cadres européennes.
Mais au-delà de ces nuances, tant sur l'analyse de la mondialisation que sur les points positifs comme sur ces points négatifs que sur la vision en termes de l'Europe nous sommes d'accord.
Nous sommes notamment satisfaits que face à la pression populiste, les Socialistes français se réaffirment universalistes et européens et placent leur ambition européenne dans la lignée des combats menés par François Mitterrand.
Mais nous avons une crainte, une très grande crainte, celle qu'intervienne un autre, brutal décalage entre les ambitions sociales de nos propositions européennes, et la réalité de la vie quotidienne immédiate de nos concitoyens.
On a l'impression qu'il y a aujourd'hui deux temps politiques qui sont déconnectés, un temps lent, ouaté, presque abstrait, et insaisissable, celui du calendrier des grands rendez-vous internationaux d'une part, et un autre temps, haletant, déstructuré, agressif, celui-là, celui des difficultés quotidiennes, ressenties par les classes défavorisées, les classes moyennes de notre pays, de l'autre côté.
Il appartient aux socialistes de remettre ces deux temps en harmonie, dans une perspective politique unifiée et clarifiée, s'ils ne veulent pas être rapidement écartelés dans ce décalage.
Nous ne pouvons donc faire l'impasse d'une nouvelle stratégie politique d'ici 1999.
Si nous voulons être crédibles, il nous faut obtenir des preuves avant avec des points d''ancrage qui fondent l'Europe politique et sociale avant cette date de 1999.
Il ne s'agit pas d'exiger la mise en place de cette Europe politique et sociale pleine et entière, finalisée avant la monnaie unique, ce serait irréaliste. Et ce serait donc dire "non" systématiquement par avance à la monnaie unique. Il ne s'agit pas d'imposer des conditions notariales sous forme d'ultimatum à nos partenaires, il s'agit d'obtenir l'enclenchement d'un processus politique et social autour de quelques points centraux. Vous les connaissez, ils ont été répétés : signature d'une nouvelle charte sociale, déterminant un salaire minimum européen, le droit à la protection sociale, et l'harmonisation des règles

fondamentales du droit du travail, la reconnaissance des règles de service public, le lancement d'un programme de grands travaux, un calendrier de mise en œuvre d'institutions politiques européennes.
A qui pourrons-nous faire croire que si nous ne sommes pas capables d'obtenir ces preuves minimales mais tangibles avant 1999 nous pourrons les obtenir après ?
Le vrai risque pour l'Europe aujourd'hui ce n'est pas de dire "non" à une Europe de la seule monnaie, le vrai risque c'est de voir l'Europe trop inhumaine, récusée par les peuples et l'unité européenne remise en cause directement par les peuples.
Je conclus. Pour cela, nous devons prendre un contrat moral avec les électeurs pour les élections législatives de 1998, dès le lancement de l'amendement que nous proposons au vote des militants il ne s'agit pas de dire "non à l'Europe", comme l'a dit Pierre Moscovici, il s'agit de dire "non à une Europe qui soit l'Europe de la seule monnaie".
J'écoutais la proposition de Laurent Fabius ce matin, elle vise à fournir une autre alternative que celle qui consiste à dire" non à l'Europe de la seule monnaie " fermement avant 1999, pour enclencher une procédure de négociation ou une posture de négociation avec la légitimité populaire portée par les électeurs de 1998.
J'ai une crainte que cette position vise à organiser deux contreparties. Le risque semblerait, sous réserve d'analyse ou de débats, que nous puissions partir de la monnaie unique, sans garantie politique, sans garde-fou, et en même temps avoir le clash sur l'Europe.
Nous aurons à la fois tous les inconvénients, la monnaie unique, l'Europe du libre échangisme, et de l'autre l'échec de la CIG, et cette position semble cumuler potentiellement les inconvénients. Cette proposition me paraît être encore plus dangereuse pour l'Europe que celle que nous vous proposons qui consiste à prendre une position ferme, à balayer l'usage des mots tels que euro-sceptiques, euro-béats, ou euro-pessimisme pour parler simplement d'Euro-Socialisme, et de dire que notre crédibilité dépend désormais ici et maintenant, devant le peuple, de notre capacité ou non d'aller aux élections législatives en montrant que nous sommes prêts à dire non à une Europe qui se cantonnerait à la monnaie unique....
Si nous ne prenons pas cette position, nous ne pourrons pas négocier.
(Applaudissements).

Le président - Merci à Régis. La parole est à Vincent Peillon, puis à Louis Mermaz et Henri Emmanuelli.

Vincent Peillon

Mes amis, mes camarades, nous voilà à pied d'œuvre. Vous connaissez le proverbe : "c'est au pied du mur qu'on voit le maçon".

Fondation Jean-Jaurès

D’une certaine façon, cela me fait penser à une querelle de terminologie que nous avons eue notamment avec Paul Quilès : s’agit-il d’un processus de rénovation ou d’un processus de refondation ?
Dans les deux, c’est au pied du mur qu’on voit le maçon et d’une certaine façon, enfin, on y est.
Je dis enfin parce qu’un certain nombre d’entre nous, et c’était légitime, ont manifesté ces derniers mois quelques impatiences. Le Parti Socialiste, maintenant, va être capable de proposer, et j’espère collectivement, un projet ou du moins le début d’un projet aux Français.
Je dis “des impatiences légitimes” parce que je pense que pour tout le monde, et il n’y a qu’à voir la qualité des débats de ce matin, il y avait le sentiment d’être un peu dans les starting-blocks, avant de commencer à courir un grand marathon idéologique.
Il a commencé et il va nous réunir toute l’année. Alors évidemment, ce qu’on doit faire ce matin c’est estimer les travaux de la Commission : mondialisation, Europe, France. Ce n’était pas commencer directement par la facilité. C’est un tropisme professionnel pour moi.
Je me rappelle un mot de Platon qui disait “la dialectique consiste à bien découper les poulets selon les articulations”, et la question que nous examinons, c’est de savoir si ce poulet-là, qui était énorme, a été bien découpé par la Commission, enfin si en l’état où nous nous trouvons aujourd’hui, il va être aisément comestible, d’abord par nos militants et ensuite par l’opinion publique... c’est vrai que cela peut mettre en appétit.
D’abord un point de méthode : comme tout le monde, je le diviserai en deux : il y a les travaux de la Commission, et de ce point de vue, cela a été souligné de toutes parts, le travail qui a été mené a été franchement collectif. Pour notre compte, nous avons déposé un texte qui était une contribution au débat d’entrée de jeu. On a bien vu, comme d’habitude, que certains se sont un peu dit : “si dans ce débat on arrive bouche-cousue, ce sera préférable, mais au fur et à mesure, cela est rentré dans l’ordre”.
Le texte a pris en compte une diversité d’opinions et aujourd’hui, c’est le cas de tout le monde, on peut s’estimer satisfaits.
Mais il y a un deuxième aspect du point de vue de la méthode et la méthode, ce n’est pas rien. Il a été relativement passé sous silence ce matin, alors que nous l’avions tous présent à l’esprit : c’est le débat dans les fédérations.
Si le débat en Commission a été d’une très bonne tenue, on a tous souffert un petit peu, et j’espère qu’on va y remédier, d’un débat dans les Fédérations qui a été insuffisant. On a encore un mois pour améliorer cela mais on aurait pu malgré tout, et je pense faire là une proposition définitive pour l’avenir, faire en sorte, comme on l’a dit dans la préparation du Congrès, que les différentes contributions, y compris celles de secteurs, soient diffusées plus tôt aux militants pour que ce ne soit pas simplement 50 dirigeants qui profitent aussi des réflexions des secteurs du Parti, qui ne sont jamais diffusées aux militants en l’état actuel des choses.

Fondation Jean Jaurès

Donc un problème de méthode ; un bon travail en commission mais un deuxième point qui me tient à cœur et à vous tous d'ailleurs aussi j'imagine, c'est que l'on pourrait améliorer, dans les temps qui viennent, le travail vis-à-vis des militants.
Maintenant allons au fond : quand on reprend dans la durée le positionnement du Parti Socialiste et les craintes que l'on avait sur la question Européenne, on se souvient - et la presse en faisait écho - que l'on pensait trouver chez les socialistes finalement des gens très réticents à la poursuite de la construction Européenne.
A la lecture du texte, je le vois bien, c'est tout à fait différent mais je crois qu'ensemble nous avons trouvé une position qui, malgré tout, est très loin d'une béatitude Européenne, à savoir une position qui nous satisfait. Le processus d'intégration économique a aujourd'hui, et sans revenir dessus, épuisé ses vertus. Il convient, pour corriger le déficit démocratique et social, que tout le monde tente de rééquilibrer d'un point de vue politique ce processus Européen.
De ce point de vue je n'ai pas entendu, dans le Parti, jusqu'à présent, de voix contraires c'est-à-dire que toutes les sensibilités du Parti participent de cette analyse qui n'était pas du tout acquise en début de commission et de ce point de vue, je crois que c'est l'élément le plus important.
Il reste à le finaliser aujourd'hui. C'est avec cet élément là que nous irons devant les militants et devant les Français.
Concernant l'internationalisme, certains préfèrent dire le mondialisme, que nous avons amorcé dans le débat, je voudrais dire -mais c'est dans la logique du propos que je tiendrai ensuite- qu'il y a un peu de moquerie à insister sur cet aspect et pourtant, cela a été dit par M. Moscovici.
Il y a deux parties dans le texte -c'est pour moi la plus grande satisfaction- : une sur la mondialisation, l'autre sur l'Europe. Je pense que la partie sur l'Europe est inachevée et que celle sur la mondialisation est arrivée a un état quasi d'achèvement, à une analyse sur la mondialisation.
Nous avions trois idées, nous voulions qu'elles soient respectées par la collectivité.
La mondialisation n'est pas exclusivement un phénomène négatif. C'est un phénomène complexe. Si on veut être utile dans les régulations, il faut bien marquer les points de clivage. Ce n'est pas un phénomène exclusivement économique. Votre texte est peut-être là un peu plombé par l'économisme.
Pour les Socialistes, le niveau de régulation supra européen est un niveau absolument essentiel, qui a toujours fait partie de nos combats, qu'il ne fallait pas oublier.
Sur ces trois points, le texte semble donner entière satisfaction, non seulement autour de l'idée d'un nouveau Bretton-Woods mais aussi au niveau très important de la volonté de réformer l'ONU, pas uniquement le Conseil de sécurité, mais d'inscrire un droit de prévention des crises, donc d'ingérence, ce qui est une nouveauté pour le Parti socialiste, mais en même temps, ce Conseil de sécurité économique, qu'a proposé Jacques Delors, marque bien que là encore nous voulons mener un combat.

Je suis un peu plus réservé, mais comme la plupart des camarades ce matin, sur la question proprement européenne, pour une raison simple. Je crois que l'Europe est une nécessité mais je crois aussi que c'est profondément un idéal et qu'au moment où Lionel Jospin nous invite à reformuler nos projets historiques -c'est de sa bouche-, il serait paradoxal de donner le sentiment que nous manquons un peu de vision et d'ardeur dans ce domaine.
Or, cela a été rappelé par de multiples orateurs, il faut avoir en tête qu'une Europe gouvernée par le Conseil et se limitant à l'intergouvernementalité, ne sera jamais une Europe puissante, c'est-à-dire celle que nous voulons.
Il faut alors aller au bout de notre raisonnement, c'est-à-dire marquer, comme on l'aurait fait il y a quelques années, que nous voulons une Europe dotée des moyens politiques de construire une démocratie sociale et une politique étrangère de sécurité commune.
Il faut non pas un gouvernement économique, comme c'est encore dans le texte, mais un gouvernement européen, responsable devant des parlements, deux chambres éventuellement, élu démocratiquement.
C'est le message que nous devons délivrer aujourd'hui, et si nous n'allons pas au bout de cette logique, nous serons restés au milieu de notre analyse.
C'est pour cette raison que la Commission qui se réunira pourra améliorer le texte en proposant un traité d'union politique pour contrebalancer l'union monétaire de 1999 et permettant la mise en place, c'est-à-dire le contrôle démocratique par les peuples, de l'Europe que nous voulons construire.
(Applaudissements)

Le président.- Merci. La parole est à Louis Mermaz.

Louis Mermaz

Chers camarades, je voudrais réserver mes observations techniques pour la réunion du groupe de travail et la Commission tout à l'heure, pour donner un certain éclairage à notre débat et au texte tel qu'il se présente à l'heure actuelle.
Ce texte est un bon travail, bien entendu, c'est quelque chose de vivant et il faut se féliciter de la méthode. C'est un texte qui a évolué et qui est susceptible d'évoluer encore.
Il y a deux volets : un inventaire de la mondialisation au départ, avec depuis un approfondissement de certains sujets, et au départ aussi, une problématique de l'Europe de l'acte unique, de l'Europe du Traité de Maastricht, des pistes de réflexion, des propositions parfois un peu confuses qui se sont simplifiées avec le temps.
Ce travail tel qu'il se présente aujourd'hui, correspond assez à l'état de notre Parti, qui est en train de se reconstruire, de se refonder, selon l'expression officielle, qui est peut-être encore en état de convalescence, bien que la campagne électorale de Lionel Jospin et les résultats obtenus aient marqué dans le traitement un mouvement fort.

Fondation Jean Jaurès

Le contexte, c'est la crise, c'est le chômage, c'est dans notre pays, six millions d'exclus, sans compter ceux qui ne sont pas en activité, six millions d'actifs qui sont exclus.
C'est aussi une protection sociale qui est attaquée, c'est l'affaiblissement de la France économique car lorsque l'on nous parle de la balance commerciale excédentaire, on oublie simplement qu'elle s'équilibre d'autant plus facilement du fait que du ralentissement de l'activité, nous importons moins ce que nous transformions avant.
C'est aussi un débat sur la Défense nationale qui est très trouble, la rentrée en sourdine dans l'OTAN, la perspective de la privatisation de l'aérospatiale avec son addition à Dassault, la réforme du service militaire dans laquelle on peut loger tout et son contraire. J'ai apprécié ce qu'a dit tout à l'heure Alain Bergounioux sur la nécessité de maintenir une liaison étroite entre la Nation, la jeunesse et l'armée.
Ce sont aussi les atteintes au service public avec ce dernier rapport qui nous explique que les trains à grande vitesse, pourtant un fleuron de la France, c'était quelque chose qu'il ne fallait pas faire.
En face de tout cela, il y a heureusement le mouvement social qui, peu à peu, se reconstruit avec ce mouvement très fort du mois de décembre, qui a concerné essentiellement la fonction publique mais -fait très significatif-, qui a été compris de ceux des salariés qui ne pouvaient pas se mettre en grève.
Le Parti socialiste de 1996, on le retrouve assez bien tel qu'il est aujourd'hui, honnête, sérieux, voire scrupuleux, dans le texte qui est proposé.
Cependant, il y a encore des progrès à faire pendant le travail de la Commission et sûrement au-delà.
Nous avons encore, me semble-t-il, globalement quelques difficultés à assumer notre passé récent, et oh paradoxe, probablement parce que nous ne le faisons pas avec un esprit critique suffisamment positif.
Regardez le parti extraordinaire que nous avons tiré pendant des années de l'évocation du Front Populaire, dont nous avions fait pratiquement un mythe. L'embellie a été encore plus forte dans la pensée et dans la mémoire du Front populaire qu'au moment venu, bien entendu.
Par exemple, dans le texte, il y a une formule encore ambiguë et maladroite : qu'est-ce que cette revanche que nous devons aux Français ? Ne sommes-nous pas là atteints également d'un syndrome de la modernité qui n'a jamais été l'authenticité ?
Si bien qu'à une prudence extrême, quand on analyse le passé, répond encore une prudence presque aussi grande en ce qui concerne l'avenir,
Sur la façon dont la mondialisation est abordée, je conviens là que le texte -il faut en remercier Pierre Moscovici qui a été très ouvert au débat- a bougé dans le bon sens, car au départ, la description de la mondialisation était très linéaire. Il y manquait beaucoup cet élément essentiel pour les socialistes qu'est la dialectique.
Je ne sais pas si c'est le découpage du poulet ; si c'est le cas, c'est alors fait dans le cadre du Banquet de Platon.

Fondation Jean Jaurès

Retenons l'idée de la dialectique. Le problème n'est pas de savoir si la mondialisation a des aspects positifs ou négatifs. Le terme est peut-être nouveau mais la réalité est très ancienne. Les Perses, les Romains, ceux qui ont fait les grandes découvertes, au 15è et 16ème siècles, ont fait de la mondialisation. La mondialisation, c'était le développement des technicités qui élargissaient le monde de plus en plus à la connaissance et à l'interdépendance. Mais dans le même temps qu'évoluaient les techniques, s'installait le capitalisme industriel, se développait le colonialisme, dont les coloniaux disaient qu'il comprenait des aspects positifs puisque l'on vaccinait les populations que par ailleurs on exploitait durement. Aujourd'hui, le problème pour le mouvement socialiste, comme au 19ème et au début du 20ème siècles, c'est d'apporter une réponse en réaction à cette exploitation de l'homme, qui est séculaire.

Oui, ce qui nous importe, c'est d'élargir le champ du politique et le texte, tel qu'il se présente, n'est pas assez politique. C'est le "comment" de notre combat politique qui nous importe face à ce stade nouveau du développement du capitalisme. Le phénomène a été bien décrit dans le texte, c'est la concentration du capital, c'est la "financialisation", c'est l'internationalisation, c'est la domination du capitalisme américain dont la première victime est en train de devenir le peuple et la société américaines. Il faut prendre ce phénomène global, certes, mais refuser de s'y soumettre. Nous le ferons en proposant des réformes. Il y en a déjà dans le texte. Nous serons plusieurs à demander cet après-midi, au cours de nos travaux, que les choses soient précisées mais nous ne devons absolument pas nous situer dans une logique capitaliste, baptisée du vocable plus aimable aujourd'hui de libéralisme. D'ailleurs, on ne dit même plus libéralisme économique mais libéralisme tout court, oubliant qu'il y a un libéralisme politique dont nous avons profité.

Il faut revenir à des réformes de structure comme on en a proposées à la Libération mais il faut le faire -ce sera la dernière partie de mon intervention- en donnant à notre action une dimension européenne et internationale.

Il faut le faire à l'heure où le mouvement social, à travers le monde, est quelque peu découragé, émietté, désorganisé.

L'un de nos amis, Louis Mexandeau, donnait hier soir une formule tout à fait significative en disant : "Dans la même région du monde, à l'idéal de Bandung se substitue l'idéal de Bangkok". Ce résumé, qui fait sourire Paul Quilès, est un bon résumé de la situation.

Il faut assumer l'Europe, il faut assumer l'Europe de l'acte unique, l'Europe de Maastricht. Il faut assumer cette Europe à laquelle François Mitterrand a le premier proposé que l'on donne une dimension sociale. Il faut accepter la monnaie unique mais par des considérations techniques avant, pendant et après. Il faut l'éclairage et le projet politique. Quel projet politique ? Le texte ne tranche pas vraiment. Il a été épuré car au début, on nous proposait une machine d'une complexité extraordinaire. Dans l'état actuel, à mon sens, le texte qui nous est proposé est encore en retrait sur ce que Mitterrand avait évoqué avec la Confédération européenne, Confédération qui n'était pas du tout dans son esprit

un agrégat de nations se concertant de temps à autre pour essayer de définir des politiques communes, mais qui était l'institution d'une véritable entité politique.
Si nous voulons mobiliser l'opinion, être compris, même s'il y a des étapes à prévoir, et si nous savons que cela prendra du temps, il faut avoir la volonté de dire que nous voulons une fédération de l'Europe avec un gouvernement européen.
La naïveté, c'est de croire que cela se fera dans deux ou trois ans, mais nous n'avons pas cette perspective, l'Europe sera de plus en plus dominée par les politiques technocratiques et elle s'élargira, mais elle s'amollira, deviendra peu à peu ce qu'elle tente à être en ce moment, une zone de libre échange, où le temps étant passé, la puissance économique, donc politique, de l'Allemagne fera le reste.
Il y a des chances à saisir aujourd'hui qui ne se présenteront plus demain. L'état transitoire, c'est de façon précise de proposer quelques associations de responsabilités. Nous envisageons non pas des abandons de souveraineté - Elisabeth Guigou a dit que la France mais aussi l'Allemagne ne seront jamais l'Arkansas- mais des délégations de souveraineté mises en commun et transitoires, la construction d'une Europe fédérale avec un gouvernement européen responsable devant un Parlement européen.
Laissons au débat futur le soin de dire comment sera élu le président de cette union là.
(Applaudissements)

La président - Merci, Louis Mermaz.
Henri Emmanuelli, puis Jean-Luc Mélenchon, puis Jean Poperen, et le débat de ce matin sera terminé.

Henri Emmanuelli

Mes chers camarades, je vais me consacrer évidemment à la question qui nous occupe aujourd'hui essentiellement, qui est celle du thème de notre Convention.
Mais avant de l'aborder, je voudrais tout de même faire juste une remarque sur la question qui a été abordée par notre Premier Secrétaire et qui est l'affaire de la défense nationale.
Je veux dire simplement qu'il me paraît, comme, je le crois, à beaucoup d'entre nous, que le lien existant entre la jeunesse - cela vient d'être dit - la nation et sa défense est un problème éminemment politique qui ne saurait être tranché par un Bureau national - peut-être ai-je mal compris ? - ou simplement par le Conseil national, mais qui doit être tranché par les militants.
J'imagine mal que nous puissions renoncer à un principe dont la dimension politique est aussi importante que celle de la conscription nationale, avec tout ce que cela implique non pas forcément sur le plan technique et strictement militaire, mais sur le plan politique, psychologique, sans l'aval de nos militants.
Mais peut-être ai-je mal compris et je pense que cela ne pose aucun problème.
J'en resterai là sur ce point pour aujourd'hui et j'en viendrai donc au sujet qui nous préoccupe.

Fondation Jean Jaurès

Il est évident que le thème de notre Convention est très vaste, et que s'il n'y avait pas eu une problématique d'ensemble qui lie le niveau national, le niveau européen et le niveau mondial, cela n'aurait pas eu de sens. Mais ce lien existe, et nous avons pris l'habitude de l'appeler "mondialisation" pour ne pas dire "capitalisme financier international", qui serait aujourd'hui sans doute une forme de grossièreté.
Ce lien existe, c'est un système dominant, et le groupe de travail chargé de l'élaboration du texte d'orientation a fort bien analysé cette réalité.
Ce système dominant, il en a examiné les ambivalences, il a mis en évidence sa puissance, il a mis en évidence aussi ses faiblesses.
Mais surtout, et c'est là que je voudrais en venir, il a mis en évidence les menaces que ce système fait peser sur la dimension sociale qui est un petit peu la caractéristique et la raison d'être de notre vie politique.
C'est clair que la logique de la mondialisation tend à une baisse tendancielle des salaires. C'est clair qu'elle s'accommode mal des systèmes de protection sociale. C'est clair qu'elle n'aime pas la réglementation du travail et qu'elle préfère la flexibilité.
C'est clair qu'en définitive, elle est opposée à toutes les conquêtes sociales qui ont été l'essentiel du combat politique de ce siècle.
Pour celles et ceux pour qui ce ne serait pas assez clair, il n'y a qu'à se reporter à la lecture de l'interview du PDG d'une des plus grandes multinationales européennes, Nestlé. Ils seront totalement convaincus !
Ce monsieur commence par menacer en disant que le monde est ouvert et qu'il peut aller où il veut, et notamment dans les pays à bas salaire. Il explique ensuite que les salaires non seulement ne doivent pas augmenter, mais qu'il serait bon qu'ils régressent à leur niveau d'il y a une dizaine d'années.
Il explique que ce qu'on a mis comme entraves, n'est-ce pas, à l'embauche et au licenciement sont des choses qui désormais appartiennent au passé, et il conclut en disant : fini le temps de la redistribution, le marché n'aime pas le socialisme !
Bon ! Eh bien cela, c'est clair et net ! Si finalement cet homme là a un défaut, c'est celui de la franchise. D'ailleurs il aura à mon avis quelques problèmes de ce point de vue là avec son conseil d'administration !
Donc le groupe de travail a mis cela en évidence.
Et puis ensuite le groupe de travail, comme c'était son objectif, comme c'était son rôle, a évidemment examiné quelles étaient pour nous les possibilités de contrer les effets néfastes de la mondialisation, tout en gardant bien entendu nos potentialités de développement économique. Et non seulement de contrer les effets néfastes de cette logique là, mais pourquoi pas, d'affirmer la nôtre.
Il a donc examiné quel était le niveau pertinent d'action pour que nous puissions réaliser les objectifs qui sont les nôtres.
Des propositions ont été faites sur la mondialisation, je n'y reviendrai pas. C'est un vaste sujet où nous sommes souvent évidemment condamnés aux pétitions de principe. Cela va de soi ! Il n'y a pas de force politique susceptible de dicter à l'organisation mondiale du marché une loi qui ne serait pas la sienne !

Fondation Jean Jaurès

Il a ensuite examiné le niveau national, et là je crois qu'il a eu raison d'évacuer assez rapidement les deux possibilités qui s'offrent à ce niveau national et qui sont toutes les deux des impasses : l'une qui serait le repli nationaliste et protectionniste, je dirai un peu style Seguino-Chevenementiste, et puis l'autre qui serait le modèle britannique d'insertion, comme disent les experts dans la mondialisation, par la libéralisation, c'est-à-dire l'expérience anglo-saxonne. Il les a évacuées et il a bien fait.
Ensuite sur le niveau européen - ce n'est pas une surprise, on savait bien dès le départ qu'on arriverait sur ce plan là - le groupe de travail fait toute une multitude de propositions dans tous les domaines : institutionnel, politique, culturel, économique et social.
Toutes ces propositions existent. Certaines sont discutables, d'autres ne le sont pas. Mais l'objet de mon propos n'est pas de me livrer à une analyse de ce qui, dans ces propositions, serait bon ou ne serait pas bon.
L'objet de mon propos, qui justifie l'amendement que j'ai déposé, est d'une autre nature, une autre nature qui a été d'ailleurs évoquée à plusieurs reprises ce matin. Cette question, c'est celle de notre crédibilité, c'est celle de notre degré d'engagement, c'est celle de notre volonté de faire aboutir nos objectifs.
Cette question, elle est posée, elle a toujours été posée, mais elle est posée aujourd'hui avec une acuité très forte. Et pourquoi ?
Elle est posée d'abord parce que moi, depuis deux ans, depuis Maastricht dont j'ai été un partisan résolu, je n'ai pas entendu un seul dirigeant socialiste s'exprimer sur l'Europe sans adopter le schéma suivant : Un, je suis Européen. Deux, je le reste. Trois, je déplore la dérive libérale et l'excroissance économique de l'Europe. Enfin plus exactement je déplore le fait que l'Europe soit essentiellement économique, et qu'en plus sur le plan économique elle s'engage dans une dérive libérale. Je regrette ses carences démocratiques et je condamne son inertie sociale.
Quel est celle ou celui d'entre nous qui n'a pas tenu ce discours au cours des dernières années ? Il n'y en a pas ! Je crois pouvoir dire très franchement qu'il n'y en a pas.
Certes, quand nous nous sommes engagés, quand d'autres avant nous se sont engagés dans le projet européen, les Socialistes savaient qu'il y avait une forme de pari, que pour favoriser la paix, pour des raisons tout à fait nobles, il fallait d'abord être Européen, c'est-à-dire travailler au contenant, et qu'ensuite, pour le contenu, on verrait plus tard.
Ce pari, nous l'avons assumé. Cela a d'ailleurs été aussi celui du président de la République, François Mitterrand, cela a été le nôtre à tous.
Seulement le problème est que les années passent. Nous disions : eh bien oui, il faut passer par l'Europe économique, mais l'Europe sociale viendra après. Eh bien oui, au départ l'Europe n'est pas très démocratique, elle se fait par le haut, elle est technico-politique, je ne sais pas comment il faudrait dire, mais viendra un moment où elle se démocratisera.

Sauf que d'étape économique en étape économique, d'élargissement en élargissement, on ne constate pas vraiment d'avancée sur le plan politique ou sur le plan social !
Donc la question se pose pour cette raison là d'abord.
Elle se pose aussi parce qu'un de nos autres arguments a été pendant très longtemps, jusqu'à, pourquoi ne pas le dire, ces dernières semaines, et peut-être encore, qui sait, pour longtemps, notre argument a été de dire : cette Europe n'est pas celle que nous souhaiterions parce que nous sommes politiquement dominés. Il y a une Europe des forces conservatrices qui sont majoritaires et qui font que l'Europe est la leur et pas vraiment la nôtre.
Oui, mais, chers camarades, aujourd'hui peut-on dire cela ? Il me semble que le président du Parlement européen est un social-démocrate, il me semble que dans 11 gouvernements sur 15 soit les sociaux-démocrates dirigent, soit ils participent au gouvernement. Il me semble que le rapport de forces politique en Europe entre la droite et la gauche, c'est à peu près 50-50. Si par malheur il advenait que nous ayons des déconvenues en Espagne, nous sommes en droit d'attendre de bonnes surprises du côté britannique.
Bref, il y a aujourd'hui un rapport de forces politique qui ne peut pas, si on l'examine sérieusement, justifier ce type d'argument.
La question se pose aussi, mes chers camarades, parce que le mouvement social l'a posée à l'automne.
Bien sûr qu'il ne s'agissait pas dans l'esprit des promoteurs, ou dans la tête de ceux qui défilaient, de considérations aussi affûtées que celles qui existent dans le texte de 57 pages. Mais enfin à travers la défense du service public, ils la posaient bien, cette question de l'Europe sociale.
Et puis dans ces prémices que nous avons senties très fortes, un peu contre les effets de la mondialisation, ils la posaient bien aussi quelque part, la question que nous nous posons aujourd'hui : comment fait-on pour échapper à cela ? "Cela" étant ce qu'ils ne veulent pas, évidemment.
Donc ils l'ont posée. Et non seulement ils l'ont posée, mais là où cela se complique pour nous, c'est que ce mouvement social l'a posée et qu'il a immédiatement obtenu des résultats... Oui, attendez, je vais dire pourquoi très précisément.
Il y a eu le mouvement social en France à l'automne, il y a eu un mouvement social en Belgique, et voilà que tout d'un coup, la Commission Européenne qui depuis des années ne voulait pas entendre parler du service public européen...

Dans la salle - très bien !

Henri Emmanuelli - nous a annoncé cette semaine qu'elle allait se saisir du problème rapidement et qu'elle allait donner une définition, je parle de mémoire, positive du service public européen. Ce qui en dit long, d'ailleurs, sur la définition qu'elle s'en faisait auparavant !
C'est du droit positif, sans doute, me souffle Pierre !

Confédération Jean Jaurès

Ils n'en voulaient pas. On l'a vu, d'ailleurs, quand M. Santer, dans un effort un peu désespéré, nous a expliqué qu'il était pour le service européen - c'était une interview dans un grand quotidien régional - mais à condition qu'il y ait la concurrence. Vous voyez un peu ce que cela peut donner !
C'est pour cela que je dis qu'on a obtenu des résultats en très peu de temps. Lorsqu'on a senti à Bruxelles, et sans doute aussi dans les conseils des ministres, qu'il fallait lâcher un peu de lest parce que l'alerte était sérieuse, eh bien comme par hasard on a décidé immédiatement de passer aux actes.
Comme quoi même si on n'en est pas toujours convaincu, le mouvement social, au moins sur ce plan là, aura payé. C'est peut-être le seul sur lequel il aura payé. D'autres points de vue, il y a eu évidemment des tas de victoires sur le plan des régimes de retraite, etc. mais sur ce qui est notre préoccupation aujourd'hui, de ce point de vue là il aura obtenu un résultat.
Donc elle se pose aussi pour cette raison là, la question de notre crédibilité.
Et puis elle se pose enfin parce que cela a été dit, je n'insisterai pas plus qu'il ne faut, nous sommes devant deux échéances considérables.
La première, c'est celle de l'élargissement.
Je n'insisterai pas beaucoup, mais je crois que pour nous, il doit être clair, cela a été dit avec plus ou moins de force et plus ou moins de détails, qu'il n'est pas question de passer d'une Europe de 15 à 30 sans une avancée institutionnelle très sérieuse, sans une construction politique qui ressemble à quelque chose. Autrement nous aurons une zone de libre échange, Louis Mermaz disait dominée par l'Allemagne, moi j'aurais tendance à dire politiquement satellisée par les États-Unis. A la limite, si on y mettait un peu de temps, on pourrait dire que ce ne serait pas forcément différent.
Je crois que là dessus, tout le monde est à peu près d'accord.
Nous disons donc que sur cette CIG, la formule existe dans le texte, nous serons ambitieux sur ce terrain, sur le terrain institutionnel. Il faut l'être, parce que franchement, après il sera trop tard. Il sera définitivement trop tard !
L'autre échéance évidemment capitale, c'est le passage à la monnaie unique.
Alors là, mes chers camarades, on arrive à cette fameuse question qui a surgi depuis deux jours, d'ailleurs, de la conditionnalité.
Faut-il ? Ne faut-il pas ?
Comment s'y prendre pour rester crédible tout en n'étant pas irréaliste ou irresponsable ?
C'est un vieux problème, un problème vieux comme le monde. Comment fait-on pour entrer dans une négociation sans se condamner avant même d'y être entré à sortir tout nu ?
Vieille question. Elle n'est pas neuve.
Elle se reposera bien d'autres fois, mais cette fois-ci, le sujet est d'une considérable importance. Je pense que les socialistes doivent dire qu'il n'est pas question pour eux d'accepter la monnaie unique si de sérieuses garanties ne sont pas données sur le plan social.
Alors, les garanties, on pourrait y passer la journée, le mois, le trimestre et l'année. On pourrait parler de la santé, des conventions minimales européennes,

Fondation Jean Jaurès

on pourrait parler d'un régime de retraite minimum européen... Je préfère focaliser sur un seul point pour accrocher le débat politique parce que ce point est l'alpha et l'omega, pas parce que l'on tient toutes les données et la dimension du problème, mais parce qu'il faut une accroche politique pour cette question là.
Je préfère me focaliser sur le problème du revenu minimum européen. Pourquoi ? Parce que les niveaux de salaires, c'est ce qui préoccupe davantage nos concitoyens français et les opinions publiques européennes, et je suis persuadé que le salarié britannique, le salarié allemand, et le salarié belge sont d'abord préoccupés par leur fiche de paye avant de passer des nuits blanches pour savoir quelle est leur préférence en matière de configuration institutionnelle, je n'en doute pas une minute !
Focaliser là-dessus aussi parce que nous voulons que l'Europe soit un instrument de lutte contre le chômage, mais pas à n'importe quel prix. On ne veut pas la méthode américaine, pas la méthode des petits boulots et on ne veut pas ces fameux emplois qui faisaient dire à un salarié américain :"Chez nous, on a crée huit millions d'emplois, mais c'est parce que j'en ai trois pour le prix d'un", sous entendu, je suis obligé de faire trois boulots pour avoir un salaire, évidemment. Cela démultiplie l'effort, comme disait l'autre.
Je pense qu'autour de la question du salaire, beaucoup p de choses sont en orbite, et le niveau global de protection sociale, et le pouvoir d'attacher le niveau de vie, et bien d'autres choses.
C'est pour cela que je vous suggère, et j'arrêterai là parce que je crois qu'il faut que nous soyons tous très brefs, le plus bref possible, même si ces questions sont passionnantes, que nous exigions au moment du passage à la monnaie unique qu'il y ait un engagement de mettre en œuvre et de définir les modalités d'un revenu salarial minimum européen garanti, je dis bien mise en œuvre et définition des modalités. Cela ne veut pas dire qu'il doit exister le jour même ou le lendemain, mais cela veut dire qu'on doit dire comment on le fera et sur quelle période on le fera, que ce soit acté.
Acte où, quand et comment ?
Là, il y a plusieurs possibilités, et moi, je fais d'abord de la politique et pas forcément tellement du droit où je ne suis pas tellement c compétent. Mais il y a la conférence intergouvernementale qui a prévu un nouveau traité. Cela peut être dans ce traité. Et puis, il y a aussi quelque chose que nous feignons de passer sous silence, il y a, dans le Traité de Maastricht, une disposition qui prévoit qu'avant le passage à la monnaie unique, il y aura une décision politique pour l'apprécier, politique, pas technique. Je ne vois pas pourquoi le Conseil des Ministres ou la Conférence qui se réunira, l'instance, peu importe son nom, mais qui se réunira pour décider le passage (c'est fait), ne pourrait pas aussi dire en d'autres domaines, et en particulier en cette matière-là : eh bien là aussi, on prend des engagements.
Je m'excuse, je fais très caricatural parce que le temps presse, mais tout le reste, ce sont des arguties juridiques. Dans cette affaire-là, ce qui primera, c'est la volonté politique, c'est la politique qui primera, ce ne sont pas les considérations techniques.

Collection Jean Jaurès

Alors, nous ne sommes pas seuls, y compris à l'intérieur du mouvement socialiste européen. Ce genre de proposition ne risque pas de faire l'unanimité au moment où je m'exprime, j'en suis tout à fait conscient, mais moi, je crois qu'il faut lancer le débat dans notre parti, mais aussi le débat dans la gauche européenne et le débat par rapport à l'opinion, parce que par rapport à l'opinion, aujourd'hui, quand on parle d'Europe, de quoi parle-t-on ? De monnaie unique. Il est certain que l'immense majorité de nos concitoyens est au fait de toutes les subtilités de la monnaie unique ! Il est certain qu'ils sont passionnés par les discussions sur les critères techniques ! Cela, j'en suis persuadé !
En revanche, si on commençait à parler un peu de salaires et de garanties sociales, peut-être qu'ils se sentiraient davantage concernés !
Pour toutes ces raisons, je ne l'ai pas exposé d'une manière très méticuleuse, mais je crois que je me fais bien comprendre, sur l'orientation et sur l'intention, je souhaite que les socialistes disent : nous en faisons une condition parce que nous ne pouvons pas éternellement dire à nos mandats ou à ces femmes qui se détachent de l'Europe ou qui commencent même à avoir des mouvements de rejet assez violents : "cela viendra plus tard". A un moment donné, il faut prendre nos responsabilités. Je crois que ce moment est venu et puis, nous verrons.
On me dit : "oui, mais si on n'obtient pas, est-ce qu'il faut tout casser ?" Je dirais, à ce stade, question tabou. Mais oui ! Parce que si vous rentrez dans une négociation (il y a déjà beaucoup trop de monde pour dire cela) en disant : "mais de toute façon, si je n'obtiens pas ce que je demande, je resterai gentil", eh bien, vous avez perdu d'avance.
Alors, c'est une des questions. Moi, je propose cette méthode, j'y crois, c'est peut-être une question de tempérament, mais je suis persuadé, parce que la France ne se ferra pas contre l'Europe, et la France ne se fera pas sans ou contre les peuples européens, que si nous mettons la conviction et la force politique nécessaire dans ce type de revendication, nous n'aurons pas, comme d'habitude, satisfaction sur tout, mais nous enclencherons le processus, nous ferons démarrer le train, et une fois que le train aura démarré, et bien, nous referons l'histoire du 21ème siècle . Nous savons bien que pour remplir les wagons, il faudra beaucoup de combats sociaux, il faudra beaucoup de rassemblement de forces politiques et syndicales, mais c'est notre aventure pour demain.
Mais pour que cette aventure existe, mes chers camarades, encore faut-il que nous sifflions les trois coups du départ, et moi, je pense que le moment est venu de siffler ces trois coups du départ.
Chers camarades, pour une fois, nous pouvons débattre dans ce parti librement, sans qu'il y ait d'enjeux de pouvoir qui, par le passé, ont rendu si difficiles pour ne pas dire impossibles les débats politiques. Nous pouvons débattre librement, pour que nous le fassions en conscience, je crois qu'il y a là matière à débat. Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci.

Jean-Luc Mélenchon puis Jean Poperen, et nous arrêterons là nos débats de la matinée.

Jean-Luc Mélenchon

On a dit qu'on avait eu, depuis presque deux mois, un vrai débat dans le groupe de travail qui a été constitué, et je veux donner acte totalement à ceux qui en ont été les organisateurs qu'il y a eu un vrai travail dans lequel nous sommes entrés avec des approches souvent différentes, mais c'était bien normal. (tant d'années sans avoir eu une discussion sur le fond sur ce sujet), dans lequel les raisonnements, les ordres de raisonnement se sont confrontés, se sont parfois rapprochés, et à la fin, sont restés sur quelques points en suspens.`

Pour en avoir, à cet instant, une approche positive, je dirais que je suis très heureux de voir qu'à la fin du débat resurgissent quelques-unes des questions qu'avec d'autres, mais notamment moi, nous avons introduites à son point de départ. Peut-être que la discussion aurait été plus féconde si on en avait discuté à fond dans le groupe de travail dès le début. C'est le petit côté amertume à cet instant, car je crois que dans le mouvement réel des idées qu'il y a eu, on aurait avancé plus vite.

Comme c'est ici une salle de spécialistes, je n'en dis pas plus, mais tout le monde aura compris.

Il est vrai que les questions dont nous traitons sont à mes yeux d'une importance tout à fait décisive. Nous avons trois cycles de débat :

- le premier sur le cadre dans lequel nous évoluons,
- le deuxième : qui est acteur de l'histoire ?
- le troisième : pour quelle politique nous nous battons ?

Sur cette question, notamment, de la mondialisation, je rejoins complètement Pierre Moscovici pour dire que c'est une question centrale. Là, dans ce domaine, nous sommes en crise de moyens d'action et de convictions. Pourquoi ? Parce que nous sommes sous l'empire de l'incertitude. Premier exemple, sur la question de notre rapport au capitalisme. Nous sommes dans la définition du Congrès de l'Arche, horizon indépassable et définition suivante : un rapport critique au capitalisme. Quoi du contenu de cette critique ?

Sur la question de la méthode de la construction européenne, je suis dans le devoir de rappeler aux camarades que le point de vue du Parti Socialiste n'est plus, depuis au moins trois ans, stricto sensu, l'apologie continuelle du Traité de Maastricht. Au Congrès du Bourget, nous avons adopté une position qui disait : il faut dépasser Maastricht. Mais comment ?

Du point de vue de la forme que nous voulons donner à l'Europe, nous sommes d'ores et déjà partisans d'une avancée institutionnelle. Au cours de la campagne des élections européennes, nous nous sommes prononcés sur un texte qui lui, réclamait une constitution de l'Europe. Oui, mais comment ?

Toute la question est donc sur les comment.

Dans tout cela, il n'y a pas la nouveauté que certains camarades découvrent aujourd'hui à propos du Traité de Maastricht, de la constitution européenne ou de la vision qu'on a sur le monde. Par contre, sur la vision qu'on a sur le monde,

question cruciale, car quelqu'un a dit ici qu'on est entré dans les années 1980 avec un texte des années 70 sur la base des années 60, vous vous souvenez de cela, et bien, je crois que quelque part, c'est juste. Nous nous sommes trompés sur l'état d'extraversion et d'insertion de notre économie nationale dans l'économie monde. Quoi que nous ayons pu dire pendant les années 70, il est donc extrêmement important de comprendre et de décrire le cadre dans lequel nous évoluons. Donc cette première partie de notre texte est tout à fait décisive pour la définition, ensuite, des stratégies.

Je parle, pour ma part, d'un nouvel âge du capitalisme. Il me semble que les rédacteurs acceptent cette idée parce qu'elle résume bien ce qu'eux mêmes pensent. Nouvel âge du capitalisme, il ne faut pas se payer avec des mots. L'histoire du capitalisme, c'est sept siècles, et il y a eu des âges successifs, Louis Mermaz en a rappelé quelques-uns tout à l'heure.

Une modification fondamentale s'est produite dans le mode de production capitaliste, et elle change notre orientation stratégique. Sur ce point, je crois que nous sommes d'accord, mais c'est sur la conclusion ultime que je vais essayer de décrire que nous divergeons.

Qu'est-ce qui s'est produit ? Une nouvelle strate est apparue à l'intérieur du capitalisme que j'appelle capitalisme financier transnational et non pas international, car international dans le vocabulaire ordinaire, cela s'entend comme interétatique, transnational, à l'intérieur duquel se réalisent des taux de profit qui sont sans rapport avec n'importe quel investissement dans la production. C'est cela la nouveauté.

C'est une puissance considérable. Je donne quelques chiffres : pour un dollar de transaction réelle, quarante consacrés uniquement à des transactions financières, huit milliards aux mains des fonds de pension européens et américains, huit milliards placés en devises, instantanément déplaçables en face de quoi vous avez, dans le meilleur des cas, Banque de France plus Bundesbank, 300 milliards indivisibles, c'est cela le cœur du retournement du monde, comme l'ont dit deux sociologues célèbres, qui donne ce résultat que l'Etat nation qui était le cœur de la capacité de régulation s'efface progressivement parce qu'il n'a pas les moyens de contrecarrer la véritable puissance.

Cette modification centrale, au cœur du système capitaliste, a une conséquence stratégique considérable pour les socialistes.

D'abord, la première, c'est que la pensée socialiste se construit dans la critique de ce qu'est le capitalisme. J'espère que tout le monde sera d'accord avec cette formule aussi vieille que notre propre mouvement. Nous ne sommes pas des producteurs d'utopie, nous sommes d'abord des lecteurs critiques d'un système et nous construisons à partir de là nos réponses à ce système. C'est comme cela que se dessine en contre-point notre projet.

Bien.

La conséquence stratégique, c'est que la pensée des socialistes en matière de construction de l'Europe (parce que je fais l'économie de démonstration, nous savons tous que c'est notre niveau de réplique à cette mondialisation, à ce nouvel âge du capitalisme) c'est que, comme au 19ème siècle et dans les années

Fondation Jean Jaurès

qui ont suivi, l'intégration économique produit mécaniquement de l'intégration politique. Autrement dit, des frontières, des lois, des règlements, des instances régulatrices naissent spontanément de l'intégration de l'économie et c'est au point que nous, socialistes, nous pensions que c'était un progrès, que rompant avec l'ancienne formule, celle qu'utilisait Jean Jaurès qui disait, : le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage, quand on mettait ensemble les grands patrons, les grandes puissance financières, les grandes puissances industrielles, c'était mieux que de les voir s'affronter par peuples interposés dans des guerres, si bien que dans notre pensée, tout ce qui poussait à l'intégration économique, quelque part, un jour, nous reviendrait en intérêts, c'est-à-dire en construction politique.

Ce raisonnement est au cœur de tous nos raisonnements, y compris de l'adhésion au Traité de Maastricht qui représente un progrès par rapport à l'acte unique, car l'acte unique, ce n'était que la construction d'un grand marché et le traité de Maastricht apportait un pas de plus dans la voie d'une intégration institutionnelle.

La modification est que sous l'empire de cette nouvelle strate du capitalisme, dans ce nouvel âge du capitalisme, l'intégration économique ne produira plus jamais mécaniquement de l'intégration politique, c'est même l'inverse. L'Europe capitaliste n'échappe pas à cette logique.

Le grand ennemi de ce nouvel âge du capitalisme, c'est la régulation, et d'abord la régulation citoyenne... Il faut faire bref à cette heure. Par conséquent, le point n° 1 de notre contrepoint de stratégie politique, c'est de construire de la régulation citoyenne. Il faut arrêter de tourner autour du pot.

Alors, on voit des fédéralistes honteux défiler à cette tribune, remballer leur fédéralisme et puis, par une espèce de gradualisme amical entre nous, accepter des formules qui ne veulent rien dire.

Les uns proposent (c'était il y a deux mois) un gouvernement économique de l'Europe. Cela n'a aucun sens, un gouvernement économique qui n'est pas en même temps un gouvernement du social, de la culture, de la recherche, de l'éducation ! Cela n'existe pas ! Et puis, un gouvernement contrôlé par qui ? Alors là, on est dans le flou. Les dernières formules disent : un gouvernement européen (on a enlevé "économique") sous un contrôle démocratique. Oui, mais lequel ? Oui, mais par qui contrôlé ?

Mais la solution, nous l'avons, Louis l'a rappelé tout à l'heure : il existe un Parlement européen ! Eh bien alors, quelle difficulté à dire que nous sommes fédéralistes ? Et cela, c'est annoncer le projet au nom duquel on se bat, à l'intérieur duquel il peut y avoir un calendrier. Mais du moins sait-on de quoi on parle. Et c'est à partir de cette perspective que le Parti Socialiste Européen, s'il veut être autre chose qu'une agence de tourisme, peut se donner des objectifs politiques lisibles par les peuples, c'est à partir de cette perspective qu'il est possible de faire que le mouvement social qui a eu lieu non seulement en France mais dans toute l'Europe puisse être un véritable levier, parce qu'il aurait un débouché politique, parce qu'on verrait la possibilité d'un programme commun de toutes les gauches européennes se dessiner. Mais tant qu'on ne dit pas cela,

on ne dit rien, on n'avance pas et on continue à rester en crise de crédibilité absolue.
Et est-ce une invention si terrible dans le Parti Socialiste de dire que ce qui est au cœur de la stratégie des socialistes, c'est la démocratie ? Si nous voulons introduire la démocratie en Europe et le contrôle populaire, eh bien ! Il faut le dire, et il faut dire vers quelle formule on aboutit.
Nous sommes fédéralistes, je suis fédéraliste, je suis partisan de l'Europe fédérale, d'une République fédérale européenne, voilà le but, il faut le dire et, après, le calendrier s'enchaîne.
Il ne prend pas la tournure, je le dis aux camarades, de ces conditions dont on découvre depuis trois jours qu'elles sont absolument essentielles ! C'est une dynamique et, le premier élément de cette dynamique, c'est de ne pas faire à propos de Maastricht un fidélisme qui n'a pas sa place, ou une espèce de dogmatisme qui n'a rien à voir avec la pensée du président Mitterrand, dont se réclament un certain nombre de camarades qui ne veulent pas qu'on dise un mot à propos du Traité de Maastricht, par fidélité, parce que s'il y a quelqu'un qui n'était pas dogmatique, c'était bien lui ! Le but politique, pour lui, c'était clair (et c'était un point de repère), c'était l'union politique de l'Europe, et c'est à cela qu'il faut travailler ; voilà, à mon avis, où il y a fidélité au fil conducteur d'une pensée, ce n'est pas à Maastricht, à l'Acte Unique, etc., qu'il regardait en disant (peut-être d'ailleurs à tort) que c'était des étapes... On le connaît, on sait comment cela se passait...
Ce qu'i l faut aujourd'hui, c'est aller au bout de notre raisonnement que nous avions déjà commencé au Congrès du Bourget, quand nous disions : il faut dépasser Maastricht.
Pourquoi l'avons-nous dit, pourquoi l'avez-vous voté, sinon pour dire que déjà vous saviez que le compromis qui avait été fait dans le Traité de Maastricht était en train de tourner à l'avantage des libéraux ? Et trois ans après, vous voyez bien que la Charte sociale est une coquille vide, que les avancées institutionnelles n'ont aucun sens. Il ne reste qu'une chose : les critères et la monnaie unique, et la monnaie unique, nous en sommes tous partisans parce que nous la concevons comme un rempart face aux fluctuations, aux moyens d'action du capital financier transnational, mais qu'est-ce que ce rempart qu'il faut construire avec les murs des maisons qu'il est censé protéger ?
Or, nous en sommes là et, en 1998, à un an de la mise en place de la monnaie unique, comment pourrions-nous avoir un gouvernement majoritairement socialiste si nous n'avons pas procédé à cette explication devant notre peuple, commencé à réduire la fracture qui est apparue dans le mode de construction du Traité de Maastricht, qui nous a coupés des centaines de milliers des nôtres qui votent socialiste, qui sont d'accord avec notre idéologie mais qui ont voté "non" ? Il faut réconcilier les "non" et les "oui" de gauche, c'est dans cette perspective qu'il faut s'inscrire, on ne peut le faire qu'en avouant que cette part de notre pari a échoué et il n'y a pas honte à le dire si on propose une nouvelle perspective. Ce n'est qu'en proposant une nouvelle perspective que nous retrouverons

l'argument de crédibilité, parce qu'elle doit être globale. Il faut un nouveau traité européen.
J'évoque très rapidement les quatre moyens dont nous disposons. Il n'est pas vrai que nous soyons sans moyens.
C'est quatre moyens, c'est d'abord la puissance de notre propre pays.
Quelqu'un a dit que la France ne se ferait pas sans l'Europe. Oui, mais l'Europe ne se fera pas sans la France, et cela aussi, c'est un argument de poids. Nous ne dirigerons pas un petit pays sans moyens. On dit assez souvent que c'est la 4ème puissance mondiale. Donc, quand les Français sont en état de dire : "Nous avons des conditions à poser", je les mets en dynamique, je ne les mets pas comme un pauvre malheureux qui porte sa casquette à la main et qui vient dire : "Excusez-moi, Monsieur, vous voulez bien regarder mes conditions...?" Quand c'est la France qui parle, cela ne se passe pas de cette manière-là, cela se passe en dynamique et quand la France parle (ce n'est pas pour tenir un discours "franchouillard"), quand elle défend le service public, quand elle défend la laïcité et le Parlement européen, elle parle français, c'est-à-dire, comme le disait Saint-Just, la langue de la raison, et elle est entendue par les autres peuples qui, eux aussi, bien sûr, ont des exigences tout à fait comparables, qui entendent le discours français comme un appel à la lutte et un signal de ralliement.
Le deuxième moyen, ce sont nos amis allemands.
La dynamique franco-allemande est une réalité. A cet égard, l'opinion moyenne qu'on entend est souvent faite d'un tissu d'hypocrisies. On est devant les Allemands soit tétanisés de complexes, soit secrètement avides de solutions qui, comme on dit, permettraient de les lier. Plaisanterie ! Les lier à quoi ? On prétendrait que l'Allemagne pourrait s'évader vers l'Est... Mais il en est des Allemands comme des Français, il y en a de deux sortes : il y en a qui ont intérêt à s'évader vers l'Est, parce qu'ils trouveraient là de la main d'œuvre à bon marché, et il y en a qui n'ont pas du tout envie que cela se passe comme cela, parce qu'ils savent que leur économie est déjà intégrée à celle de la France et de l'Europe ; ceux-là, ce sont les salariés allemands, avec toute la puissance de leurs syndicats.
Eh bien, cette dynamique, nous pouvons la mettre à profit, d'autant que le parti social-démocrate allemand évolue sur ses positions qui le rapprochent d'une lecture plus critique du mode de la construction européenne actuelle.
Le troisième moyen, c'est le mouvement social. Il est puissant en Europe et en France. Donnons-lui un débouché politique. Si on ne le lui donne pas, si les dirigeants socialistes (on l'a redit tout à l'heure, il y en a dans 11 gouvernements sur 15) ne donnent pas cette perspective, alors c'est que nous mentons ! Voilà la vérité. On ne pourra plus jamais dire : "En France, on ne peut pas, en Europe, ils ne veulent pas", parce qu'en Europe ce sont les nôtres ! Il faut dénouer aussi cette crise et cela m'amène à mon dernier point : le Parti Socialiste Européen.
Ce Parti Socialiste Européen doit ouvrir la voie au programme commun des gauches dans l'Europe.
Voilà, chers amis, ce que je voudrais dire de ma position. C'est donc une rupture qu'il faut. On peut l'appeler autrement si cela fait peur, disons un changement

de cap. Il faut une autre méthode et il faut que le peuple français sache que les socialistes français veulent une autre méthode et qu'ils s'en donnent les moyens.
Donc, article 1, j'ai dit, sous une forme provocatrice (mais c'était pour faire réagir) : la voie maastrichtienne, c'est fini. Cette voie-là nous conduit à nier l'ensemble des avantages sociaux et l'ensemble des objectifs que nous avons en tête. Et cela passe par là pour avoir un nouveau traité européen.
Voilà la position que je soutiendrai tout à l'heure. Il appartiendra aux rédacteurs maîtres d'œuvre du texte de savoir si c'est un amendement ou un texte alternatif. Pour ma part, je me reconnais assez dans la première partie du texte pour avoir le sentiment que c'est un amendement, en ce sens que nous avons une vision commune mais nous différons sur la stratégie. Mais c'est très important qu'on ait une vision commune.
Merci.
(Applaudissements)

Le président.- Merci à Jean-Luc Mélenchon.
La parole est à Jean Poperen, dernier orateur pour cette matinée.

Jean Poperen

Cher camarade, tu as sans doute, comme souvent, bien posé la question devant laquelle nous serons tout à l'heure en ouvrant les travaux de la Commission de cet après-midi. Réponse stratégique... Mais j'ai le sentiment que tu l'as déjà beaucoup annoncée puisque tu as dit, d'une formule que je retiens parfaitement : donner un débouché politique à ce qu'est, à ce qu'a été le mouvement social.
Je crois qu'à l'heure où nous sommes, c'est à cela que nous avons à porter réponse.
J'ai entendu au début de cette séance (je crois que c'était toi, Moscovici, comme Rapporteur) : ce texte est un texte d'équilibre. Je crois que c'est vrai. Dans le meilleur sens du mot, cela signifie que toute une série de données, de considérations, y ont été intégrées.
Mais tu seras sûrement d'accord avec moi pour considérer que, même dans un texte d'équilibre, il y a une inflexion, une orientation. Et celle que je retiens (peut-être que c'est une lecture optimiste, mais pourquoi pas ?) c'est que nous avons d'ores et déjà (mais les travaux de cet après-midi permettront, il est vrai, d'aller plus loin et beaucoup de choses ont été dites à cet égard depuis ce matin) préconisé une orientation plus nette en ce qui concerne la construction de l'Europe politique et, bien entendu, une orientation plus nette encore, j'allais dire, en ce qui concerne l'Europe sociale.
A coup sûr, le contexte nous y aide. Plusieurs déjà y ont fait allusion.
Nous délibérons et nous préparons nos propositions sur l'Europe comme principale riposte aux effets de la mondialisation dans le contexte qui est celui de la précédente, c'est-à-dire d'abord sur le constat de la gravité de rupture de l'équilibre social.

Fondation Jean-Jaurès

Ce matin, Laurent Fabius a mis en cause notre utilisation de la formule de “fracture sociale”, et c’est vrai que ce n’est jamais très bon de se servir d’une formule que l’adversaire a mise en avant.
Seulement, nous, nous disons quoi ? Mais, cher Laurent, nous disons qu’il y a mise en cause, rupture de ce qu’a été l’équilibre social sur lequel nos sociétés ont vécu, sur lequel elles ont progressé, sur lequel elles ont apporté peu à peu, de génération en génération, pendant un bon demi-siècle, des progrès au monde du travail. C’est cela qui, aujourd’hui, est cassé par l’ensemble des effets de ce qu’on appelle la mondialisation.
Et croyez-moi, chaque jour apporte son illustration.
Je voyais il y a quelques jours un reportage sur l’Angleterre dont les deux volets étaient vraiment confondants.
D’un côté, un patron qui disait, clairement : “Oui, travail précaire... baisse des rémunérations... cela ne peut pas être autrement ! C’est grâce à cela que nous avons fait reculer le chômage”.
Et puis, on interviewait des salariés, qui disaient : “Oui, c’est vrai, chez nous il y a environ quatre points de moins de chômeurs que chez vous, mais c’est au prix de la baisse de nos salaires, de la précarisation systématique du travail et de la perte d’un certain nombre d’avantages sociaux”. Et comme le patron avait dit : “Voilà le modèle que nous offrons à l’Europe”, l’un d’eux lui répondait : “Le modèle, pour nous, c’est ce que vous faites en France (il n’idéalisait pas, mais tout de même...), c’est le type d’équilibre social vers lequel nous voulons aller”.
Cela, c’était il y a quelques jours.
L’autre soir, j’entendais M. Barre. Lui, il a le mérite, par rapport à d’autres, de balancer les choses brutalement, surtout que, comme il a fait savoir qu’il n’était pour le moment pas candidat à quoi que ce soit en dehors de la Communauté Urbaine de Lyon, où il est installé, il y va sans détours ! Il a dit : “La garantie de salaire, c’est fini, il n’y aura plus de garantie de salaire. Les statuts, c’est fini, il n’y aura plus de garantie des statuts”. Voilà. Et ce qu’il dit, vous imaginez que beaucoup d’autres, naturellement, le pensent et essayent de le mettre en œuvre.
Donc, devant cela, avec la réaction pas seulement en France mais naturellement en Europe, je crois que, même si pour le moment on a le sentiment d’un certain apaisement, dans les profondeurs, ce qui s’est passé en décembre continue à produire ses effets.
Je ne veux pas trop tirer ici par rapport à un événement auquel beaucoup de facteurs concourent, interviennent, mais tout de même, rappelez-vous, il y a quelques semaines, ce qu’on pensait de ce que seraient vraisemblablement les résultats du Congrès de Force Ouvrière, des résultats relativement équilibrés qui tout de même marqueraient qu’une poussée importante faisait reproche à Blondel de sa stratégie. Si les résultats sont ce qu’ils sont (je répète qu’il y a d’autres facteurs, c’est compliqué), qu’est-ce que cela veut dire sinon que la majorité des types, en bas, ont considéré qu’il fallait plutôt mener le combat de la confrontation sociale que rechercher d’abord le compromis. Il ne s’agit pas d’écarter le compromis, ils l’imaginent bien, nous savons naturellement que la vie sociale comme la vie politique, c’est d’aller vers des compromis, mais nous

Fondation Jean-Jaurès

sommes un certain nombre à penser (et apparemment, la majorité des gens engagés dans le combat dans cette centrale l'a pensé aussi) que le compromis était le résultat du fameux rapport de forces qu'il fallait régler. Ce n'est quand même pas rien.
Voilà, c'est là-dedans que nous délibérons, et à partir de là, vous imaginez, bien sûr, que je m'en félicite, mais enfin on n'est pas là pour cela. Moi, ce qui m'intéresse, c'est que nos affaires avancent et, notamment aujourd'hui et notamment d'ici le 30 mars, c'est que l'expression de cette volonté de gérer au mieux la confrontation sociale, qui est (on disait tout à l'heure : la mondialisation, elle est, on n'a pas à discuter si c'est bien ou si c'est mal, c'est une donnée de fait qui domine la conjoncture) une donnée de fait, c'est que cette expression passe.
Ou on la livre, ou on capitule. Si on la livre, alors donnez les moyens, et la formule du contrat social européen sera un élément de réponse.
Je me félicite d'autant plus qu'on dit "contrat social européen", c'est-à-dire que d'entrée de jeu nous considérons que notre réponse ne peut décidément pas être hexagonale. C'est là un point essentiel.
Là, je crois qu'il faut mettre en rapport une telle proposition, en tout cas moi c'est comme cela que je ressens les choses, à ce stade, et que je le dirai éventuellement cet après-midi dans nos échanges.
Il faut le mettre en rapport avec telle ou telle proposition qui est faite.
Nous aurons sans doute du point de vue de la méthode à esquisser les principaux choix qui nous restent à faire et à les proposer au Conseil national en fin d'après-midi.
Si je prends la proposition d'Henri Emmanuelli, mais j'ai encore besoin d'y réfléchir, et si à priori on la retient, je pense que tu seras d'accord Henri, c'est dans le cadre de ce choix stratégique.
Je reviens à la remarque de Mélenchon, c'est-à-dire que nous avons à donner un contenu à que ce sera ce fameux contrat social européen, ta proposition peut être, et la commission en débattra, un de ces éléments et beaucoup d'autres d'ailleurs peuvent intervenir.
A partir de là, le deuxième acquis que je retiens par rapport aux propositions qu'un certain nombre avaient faites, et notamment moi-même, c'est justement l'élan qu'il a donné dans l'opinion. Et croyez-moi, chers camarades, là il faut être très clair.
Plusieurs l'ont dit, Louis Mermaz entre autres a insisté là dessus, ce sera difficile. C'est d'ailleurs l'objection de méthode que tu m'avais faite, Lionel, lors de nos derniers travaux, compte tenu de ce qu'est aujourd'hui le mouvement socialiste européen. C'est vrai que dans son ensemble il n'est pas tout à fait au niveau de ce que nous pouvons souhaiter, mais c'est avec lui qu'l faut faire, puisque nous disons que la riposte est européenne. Donc nous avons un très gros travail de conviction à faire.
Bien entendu il faut d'abord le mener chez nous. Nous avons à gagner les gens à cette perspective. L'objectif politique est : comment y parvenir ? Comment

modifier et comment créer le rapport de force ? C'est une question de choix de méthode, de conception politique.
Nous allons sortir d'ici avec non pas un catalogue, mais un éventail de propositions institutionnelles notamment, et c'est là que nous avons des choix à faire.
Mais il faut qu'en même temps ressorte, et c'est cela que je souhaite ardemment, je pense que nous allons cette fois ci y parvenir, cette direction d'action. Comment rassembler les forces sur cette proposition : donner l'issue politique au mouvement social ?
Ces gens, ils ont mené un combat. Ils ont obtenu un résultat très partiel, les autres rien. Ils ont vu ce qui se passait, ils ont apprécié, ils ont considéré que toute avancée à côté d'eux serait bonne pour eux. Mais maintenant, quelle est l'issue politique ?
Mes chers camarades, je ne prolongerai pas plus, vous sentez bien que c'est aussi dans cette direction que nous devrons apporter la réponse pour les échéances auxquelles il est légitime que nous pensions dans une démocratie, c'est-à-dire celles prévues en 1998.
Pour résumer d'une formule qui est simple et qui dit bien ce qu'elle veut dire, il faut faire en sorte que l'alternance que nous souhaitons, que nous croyons possible, que déjà beaucoup de gens souhaitent, peut-être pas encore la majorité mais cela peut le devenir, soit l'alternative.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Jean Poperen.
Je donne la parole à Denise Cacheux pour un rappel, et ensuite j'ai deux indications à vous donner.

Denise Cacheux - Je voudrais savoir comment ce que diront ceux qui s'exprimeront cet après-midi sera pris en compte par la commission qui se réunit pendant qu'ils parleront.
(Applaudissements)

Yvette Roudy - Ce ne sera pas pris en compte !

Lionel Jospin .- Vous savez très bien, mes chers camarades, que nous sommes obligés de concilier les contradictions. Si nous découplons, pour reprendre un terme utilisé tout à l'heure, le Conseil national et le groupe de travail dans le temps, cela veut dire un rendez-vous devant des banquettes vides. Impression désastreuse ! Et pour beaucoup d'entre vous l'impossibilité de pouvoir être juge de ce qui est négocié et discuté.
Si on le fait simultanément, ce qui a été la proposition qui a été faite, il y a cet inconvénient. Ce que je propose, c'est que Pierre Moscovici prévoit quelqu'un qui travaille avec lui, qui écoutera les interventions, et chaque fois qu'il pensera qu'il y a des points vraiment importants qui ne seront pas des reprises, il les transmettra.

Fondation Jean Jaurès

Voilà la proposition concrète que je vous fais.

Louis Mexandeau - Chers camarades, vous avez été, j'en suis sûr, comme moi frappé par la qualité du débat de ce matin.
Dans les assemblées républicaines, depuis la convention la plus prestigieuse, il y avait cette coutume de voter l'impression et l'envoi dans les communes des discours quand ces discours correspondaient au sentiment de la majorité.
Je sais qu'il y a des contraintes pour le Parti, des contraintes financières notamment, et Alain Claeys ne me démentira pas, mais nous n'avons plus de support idéologique régulier, et je proposerai, en pensant à tous nos adhérents, à nos camarades de province, que ce qui s'est dit ce matin (dans les assemblées parlementaires et dans les jugements du Conseil d'Etat on fait état du travail des commissions) devant le Conseil national soit intégralement publié et diffusé.
(Applaudissements)

Le président - Merci Louis pour ta proposition.
Deux informations : les membres du groupe de travail se réunissent tout de suite au rez-de-chaussée à gauche, après les escaliers, salle 34.
Une fois rentrés dans cette salle, vous aurez droit à un repas de travail. On me met : "rapide parce que frugal" !
Ensuite, vous rejoindrez la salle de réunion au premier étage mais les travaux démarreront dès le plateau repas.
La liste des participants au groupe de travail est dans le dossier qui vous a été remis ce matin.
A 14 heures 30, dans cette même salle de réunion, délégués nationaux et secrétaires nationaux avec Lionel Jospin.
Réunion jusqu'à 15 heures 30, heure de reprise de nos travaux. Merci.

Coll. Fondation Jean-Jaurès